

TERRA VIVA

Notre Terre, Notre Bien Commun, Notre Avenir



Una nouvelle vision pour

une citoyenneté planétaire

TERRE VIVANTE

Notre Terre, Notre Bien Commun, Notre Avenir
Une nouvelle vision pour une citoyenneté planétaire

« Notre survie dépend de cette poignée de terre.
Ménageons-la et elle nous fournira notre nourriture,
notre énergie, notre refuge et nous entourera
de beauté. Abusons-en et la terre s'effondrera et
mourra, emportant l'Humanité avec elle. »

Inscriptions Vedas Sanskrit 1500 av JC

Ce document s'appuie sur des discussions et des contributions du groupe de rédaction du manifeste, composé d'experts majeurs issus de multiples disciplines et pays qui se sont réunis à Florence en Janvier 2015. Il inclut les contributions ainsi que les ajouts additionnels et précisions de la part de l'équipe éditoriale de Navdanya : *Vandana Shiva, Caroline Lockbart et Ruchi Shroff.*

Partecipanti al Gruppo di Lavoro:

Vandana Shiva, Fondatrice et Présidente de Navdanya International et de la fondation de Recherche pour la Science, la Technologie et l'Écologie.;

Ilaria Agostini, Urbaniste au département d'Architecture de l'université de Bologne;

Nnimmo Bassey, Fondation pour la Santé de la Terre Mère, Nigéria;

Marcello Buiatti, Généticien de l'Université de Florence.;

Andrea Baranes, Economiste à la Fondation Banque Ethique;

Gianluca Brunori, Agro-Economiste des pratiques alimentaires agraires et agricoles, Université de Pise;

Piero Bevilacqua, Agronome et Historien Université " La Sapienza";

Jill Carr-Harris, Mouvement pour l'accès à la terre et la forêt;

Luc Gnacadja, ancien secrétaire général de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification;

Maria Grazia Mammuccini, vice-présidente de Navdanya international. Ancienne directrice de l'Agence Régionale pour le développement et l'innovation dans l'agriculture et la sylviculture;

Richard Ingersoll, Storia Urbana e dell'Architettura, Syracuse University, Firenze;

Giannozzo Pucci, Rédacteur en chef de l'Ecologiste Italie, vice-président de Navdanya International;

Sabina Simiscalchi, Fondation pour une Banque Ethique et vice-présidente de l'association Cascina Triulza . Pavillon Société civile, Expo 2015;

Jan Douwe Van Der Ploeg, Sociologie rurale, Université de Wageningen (Pays-Bas).

Avec la contribution de:

Roberto Budini Gattai, Université de Florence, *Séverine von Teschner Fleming Greenhorns* et *Véronique Rioufol*, Coodirnatrice du projet accès à la Terre pour l'Agriculture communautaire en Europe.

Assistant pour l'équipe de rédaction: *Berenice Galli.*

Traduction : *Clotilde Bato*, SOLIDARITE et volonteurs *Simon, Leo V, Caroline, Sabrina, Leo M, Elise, Alix, Chloé, Annabelle, Audrey et Emilie.*

Conception et mise en page: *Giancarlo Cammerini.*

Remerciements sincères à tous ceux qui ont aidé à la réalisation de ce rapport.

Remerciements particuliers à Banca Etica et Cascina Triulza pour leur soutien.



www.navdanyainternational.it



Nous offrons ce manifeste TERRE VIVANTE en ce moment à la fois fragile et vital dans l'histoire humaine pour cerner les contours d'une transition fondée sur l'espoir, la créativité humaine, notre capacité à identifier et créer des liens. Pour identifier les fausses affirmations qui autorisent la destruction de la base de notre réelle existence et pour créer une Démocratie de la Terre fondée sur les sols vivants, des communautés vivantes et des économies viables.

En cette année internationale des sols des Nations Unies, ce manifeste est une célébration du Sol, de notre Terre, de nos territoires. Il est une invitation à nous rappeler que nous sommes le Sol, que l'humus forme l'Humanité, et que la destruction d'un sol vivant détruit notre avenir.

Ce manifeste montre à quel point les crises sont interconnectées et ne peuvent être traitées de manière isolée : les sols, la terre et son accaparement, l'agriculture, le changement climatique, le chômage, les inégalités économiques grandissantes et l'accroissement de la violence et des guerres. Partant de l'approche actuelle, linéaire et extractive, pour aller vers une approche circulaire basée sur des échanges réciproques, ce manifeste propose un nouveau paradigme pour une Nouvelle Agriculture, une Nouvelle Économie Circulaire propices à semer les graines de la justice, de la dignité, de la durabilité, de la paix et d'une véritable Nouvelle Démocratie.

Contenu

2 - Section I – Un choix à faire

3 - Le paradigme de la séparation et de la fragmentation

5 - D'une approche linéaire à une approche circulaire

8 - Le Bouleversement de l'environnement naturel:

Les limites de la planète dépassées par une empreinte écologique effrénée

12 - Le bouleversement du monde social

12 • *La démocratie en voie de disparition*

13 • *Des inégalités qui se creusent*

14 • *Emergence de conflits et de violence*

15 - Vers une nouvelle vision d'une citoyenneté planétaire

18 • *Nous sommes le Sol, nous sommes la Terre*

19 • *Vers une nouvelle agriculture*

20 • *Une nouvelle économie circulaire*

22 • *Une nouvelle démocratie*

24 - Section II - Nous sommes le sol, nous sommes la Terre

27 - Les Enclosure des biens communs et marchandisation des terres

28 - Terres sacrées et *Terra Nullius* (territoire sans maître)

30 - Les nouvelles enclosures et l'accaparement des terres

34 - Dégradation des terres et changement climatique,
immigration forcée et conflits émergents

39 - La terre au sein de l'économie linéaire : dégradation vs restauration.
La «tyrannie du court-terme»

42 - Restauration des terres, réformes agraires, gouvernance foncière

46 - Le sol: la base de la Vie

50 - Les menaces de notre sol vivant

53 - Prendre soin du sol- restauration et rajeunissement du sol

58 - **Section III -La nouvelle agriculture**

62 - Tendances positives

64 - L'imposition du modèle d'agriculture industrielle

66 - **Section IV -Nouvelle économie circulaire**

67 - Finance

71 - Commerce

74 - Légalité

76 - Redéfinition du travail et opportunités créatives pour la Jeunesse

80 - Les villes

83 - Des consommateurs aux citoyens

86 - Appropriation virtuelle des terres et empreinte écologique

88 - **Section V - Nouvelle démocratie**

89 - La participation est au cœur de la nouvelle démocratie

93 - La diversité est au cœur de la nouvelle démocratie

94 - La décentralisation est au cœur de la nouvelle démocratie

96 - Les communautés et le bien-commun sont centrales au sein de la nouvelle démocratie

98 - Les droits de la Planète Terre et l'accès à la terre sont au cœur de la nouvelle démocratie

100 - Annexe I

103 - Annexe II

Section I

Un choix à faire

Pour la première fois dans l'histoire humaine, notre avenir en tant qu'espèce n'est plus assuré.

Les cycles continus de crises écologiques, économiques et politiques ont mis l'humanité en alerte rouge. Catastrophes climatiques, faim, pauvreté, chômage, criminalité, conflits et guerres semblent nous emporter vers l'effondrement social. Le sol, la base même de notre vie sur Terre et de notre humanité, est menacé. Cette menace pour la terre est liée aux multiples crises auxquelles nous sommes confrontés.

Notre survie commune exige que nous fassions une transition des cercles vicieux de violence vers des cercles vertueux de non-violence ; des économies négatives de la mort et de la destruction vers des économies vivantes qui entretiennent la vie sur la terre ; des politiques et des cultures négatives qui mènent à l'annihilation mutuelle vers des démocraties qui entretiennent un intérêt pour la vie.

Nous pouvons choisir une autre voie. Une voie qui mène à une nouvelle vision de la citoyenneté planétaire et à un nouveau pacte avec la Terre basé sur la réciprocité, l'entraide et le respect, et sur le partage équitable des ressources de la planète entre toutes les espèces vivantes. Cela commence par un changement d'approche sur la façon dont nous traitons le sol. Plutôt que de le voir comme un minéral inanimé destiné à être utilisé jusqu'à épuisement, il devrait être célébré comme une entité vivante, une Terre Vivante, dont la survie est essentielle à la nôtre. Dans la terre se trouvent toutes les réponses



Le paradigme de la séparation et de la fragmentation

Cosa alimenta questa distruttività e ci impedisce di fermarla?

Una causa importante è che le soluzioni offerte ripetono lo stesso paradigma che ha determinato il problema.

Comme le disait Einstein « Nous ne pouvons pas résoudre un problème avec le même mode de pensée que nous avons utilisé lorsque nous l'avons créé ».

La prédominance de la séparation comme façon de voir et d'être, c'est-à-dire la conviction que les choses sont isolées les unes des autres, est la caractéristique de ce paradigme dominant. Ce qui empêche la correction et la transformation de la façon dont nous appréhendons les sols et les terres, la nourriture et le travail, l'économie et la démocratie, nous vient de trois perceptions illusoires issues de ce mode de pensée :

- Les humains sont séparés de la Terre ;
- La création de richesse dans le marché est distincte de la contribution des autres – la nature, les travailleurs, les femmes, les anciens ;
- Les actions sont séparées des conséquences, et les droits sont séparés des responsabilités.

Ces fausses perceptions séparent les humains de la nature, le sol de la société, l'écologie de l'économie. Le paradigme de la séparation et de la fragmentation conduit à la loi d'une extraction à sens unique, à l'exploitation de la nature et de la société. Ses adeptes ignorent la responsabilité

de redonner à la nature et à la société et, ce faisant, préparent les crises écologiques et entretiennent l'injustice sociale et économique. Même si l'effondrement écologique et social est devenu une telle évidence commune, les conséquences de cette logique d'exploitation sont régulièrement ignorées, externalisées, et isolées des actions qui les provoquent.

Le changement climatique est dénié, de même que les impacts écologiques de l'agriculture non durable sur la terre, sur la biodiversité, sur l'eau et sur les moyens de subsistance. Les conflits causés par une utilisation non durable et injuste des ressources ne sont pas considérés dans leur contexte écologique, mais réduits à des conflits ethniques et religieux. Plus nous voyons apparaître des crises, plus l'application aveugle d'une logique linéaire et extractive est renforcée.

Cette mentalité propulse le puissant vers davantage de conquêtes d'une manière aveugle et arrogante. Il s'agit d'un paradigme obtus qui ne laisse aucune place pour une correction des actions.



D'une approche linéaire à une approche circulaire

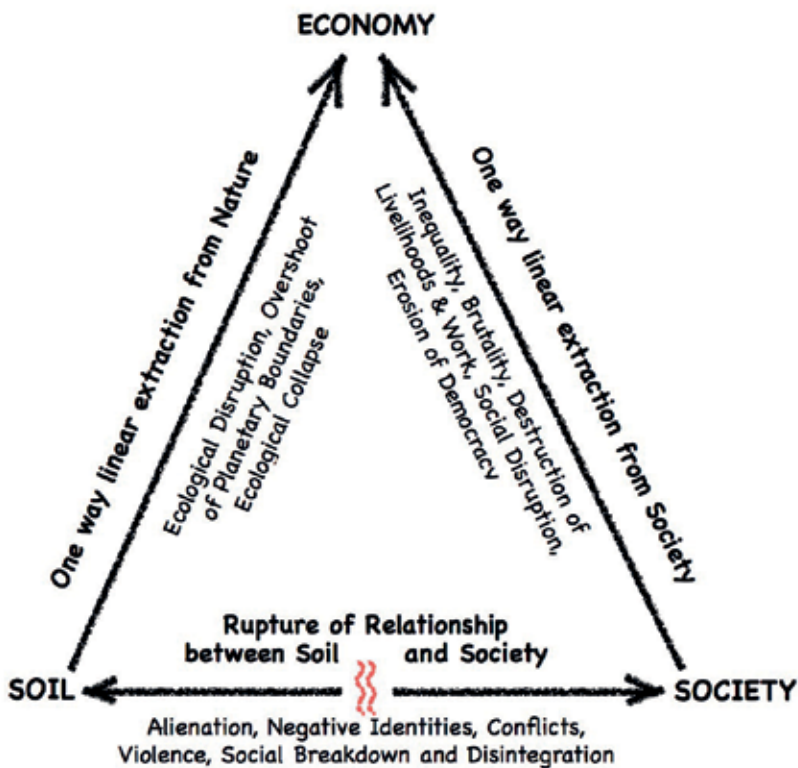
La vie et sa vitalité dans la nature et la société sont basées sur des cycles de renouvellement et de régénération de la réciprocité, du respect et de la solidarité entre les hommes. La relation entre le sol et la société est une relation fondée sur la réciprocité et sur la Loi du Retour, donner en retour. La Loi du Retour maintient les cycles des nutriments et de l'eau, entretenant donc la base de la durabilité. Dans la société, cette loi est la base pour garantir la justice, l'égalité, la démocratie et la paix.

Toutefois, le paradigme économique basé sur une exploitation linéaire des ressources et des richesses de la nature et de la société a promu des systèmes de production et de consommation qui ont rompu et déchiré ces cycles, menaçant la stabilité du monde naturel et social.

Le modèle économique dominant se détache de ses racines et existe maintenant en dehors et au-dessus de l'écologie, perturbant alors les processus naturels qui soutiennent la vie. La conquête incontrôlée des ressources mène à une extinction des espèces et à l'effondrement des écosystèmes, tout en causant des catastrophes climatiques irréversibles.

De même, l'économie, qui doit faire partie intégrante de la société, a été placée en dehors et au-dessus d'elle, au-delà du contrôle démocratique. Les valeurs éthiques, culturelles, spirituelles, les valeurs du soin et de la coopération, ont toutes été mises à l'écart par la logique extractive du marché mondial qui cherche uniquement son profit. La concurrence ne laisse au-

cune place à la coopération. Toutes les valeurs qui découlent de notre réalité, diverse et complexe, ont été déplacées ou détruites. Le remplacement de la réalité par des constructions abstraites créées par les puissances dominantes facilite la manipulation de la nature et de la société au bénéfice

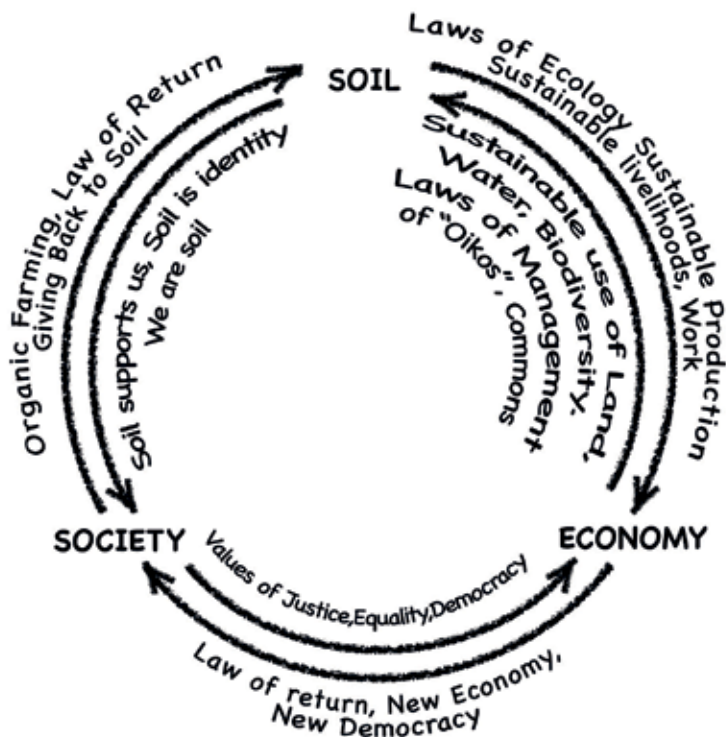


Soil, Society, Economy

The linear, extractive logic of exploitation, threatening ecological and social collapse



du pouvoir. Le bien-être des personnes et des sociétés réelles est remplacé par le bien-être des grands groupes privés. La production réelle de la société et de la nature est remplacée par la construction abstraite du capital. Le vrai, le concret, le don de la vie, cèdent à des monnaies artificielles.



Soil, Society, Economy
 The circular logic of Law of Return,
 mutuality, reciprocity and regeneration

La Fragmentation de l'environnement naturel: Les limites de la planète dépassées par une empreinte écologique effrénée

Le modèle économique dominant, qui s'est totalement séparé des Lois de Retour écologique et des cycles de renouvellement de la Terre, est dévastateur pour la planète. Au cours des deux derniers siècles, les changements drastiques dans l'utilisation des terres ont transformé la biosphère, avec le clearing ou la conversion en terres agricoles de 70% des prairies, 50% de la savane, 45% des forêts tempérées et 27% des forêts tropicales¹.

En moins d'un siècle, nous avons hérité de ce système agro-industriel d'importantes surfaces de terres abandonnées, égalant la superficie des États-Unis et du Canada combinés (quelque 2 milliards d'hectares)²; une superficie totale plus importante que celle des terres cultivées dans le monde entier aujourd'hui. En Afrique, les pâturages mal gérés laissent derrière eux 80% de terres gravement érodées et dégradées³.

Le système économique actuel ne prend pas en compte le caractère fini des ressources. Il est basé sur une vision linéaire des processus économiques, selon laquelle l'activité industrielle transforme les ressources en marchandises. Le destin de ce qui n'est pas consommé, à savoir la terre, dans ce cas, reste en dehors des transactions économiques et n'est donc pas considéré comme pertinent. Partout dans le monde, la marchandisation du sol, de l'eau et de la terre ne connaît pas de limite et s'effectue au nom du développement. Les investisseurs en Asie, en Afrique et en Amérique latine se saisissent de millions d'hectares de terres fertiles dont des communautés dépendent pour leur subsistance. Le patrimoine commun est détourné au mépris du citoyen et dans l'intérêt exclusif du marché. L'ac-



caparement des terres et les pratiques de l'agro-industrie ont un lien direct avec le changement climatique. Selon le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), depuis 2000, le monde a envoyé près de 100 milliards de tonnes de carbone dans l'atmosphère⁴. Au rythme actuel, les niveaux de CO₂ vont doubler d'ici 2015, provoquant une hausse de 2 à 4 degrés des températures mondiales. Des climatologues respectés tels que James Hansen avertissent que les taux actuels du réchauffement climatique vont entraîner une désertification à grande échelle, de mauvaises récoltes, l'inondation des villes côtières, la fonte des glaciers et des calottes polaires, la migration de masse, l'extinction massive de la faune et de la flore, la prolifération de maladies et l'effondrement social. L'augmentation dans la fréquence et l'intensité des inondations, des tempêtes, des sécheresses et des vagues de chaleur peut déjà être observée. Les conflits liés aux pénuries alimentaires en sont un résultat prévisible.

D'ici à 2025, 1,8 milliard de personnes vivront dans des régions connaissant une pénurie d'eau absolue, tandis que deux tiers de la population mondiale (5,3 milliards) vivront dans des conditions de stress hydrique⁵. Au moins 25% de la surface terrestre du globe est soit déjà très dégradé ou subit des taux élevés de dégradation⁶, ce qui est lié au 20% des émissions de carbone à l'échelle mondiale⁷.

Les chercheurs du Centre sur la Résilience de Stockholm ont identifié neuf seuils biophysiques potentiels qui, une fois franchis, peuvent générer des changements environnementaux qui ne pourraient pas être supportés par l'humanité. Il s'agit: du changement climatique; de l'ozone stratosphérique; du changement d'utilisation des terres; de l'utilisation d'eau

¹ FAO, The State of the World's Land and Water Resources for Food and Agriculture (SOLAW), 2011

² Pimentel D. & Burgess M., Soil Erosion Threatens Food Production, Agriculture 2013 3, 443-463.

³ FAO, Land and Environmental degradation and desertification in Africa, 1995.

⁴ IPCC, Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability, 2014.

⁵ UNESCO, UN World Water Development Report, Paris, 2009.

⁶ FAO, Land degradation in SOLAW Background Thematic Report 3, 2011.

⁷ UNEP-WCMC, Carbon in Drylands: Desertification, Climate Change and Carbon Finance, 2008.

⁸ Stockholm Resilience Centre, Planetary boundaries research, 2009.

douce; de la diversité biologique; de l'acidification des océans; de l'apport d'azote et de phosphore dans la biosphère et les océans; charge en aérosols et de la pollution chimique.

Le rapport émis par ces chercheurs souligne que ces seuils sont fortement liés les uns aux autres – en franchir un peut menacer sérieusement la possibilité de maintenir des niveaux acceptables pour les autres⁸.



Le Bouleversement du monde social

La démocratie en voie de disparition

L'un des principaux défis de l'humanité est de conduire le système politique dominant loin du modèle économique d'exploitation. Les objectifs de privatisation, de croissance et de libre-échange sont utilisés pour démanteler l'État-providence, et avec elle les droits à la santé, à l'éducation, au travail et à la sécurité que les mouvements démocratiques du siècle dernier ont réussi à institutionnaliser. L'État est en train de se muer en entreprise. Avec la mondialisation et les récentes crises financières, l'austérité a été imposée sur les populations, portant atteinte aux droits humains fondamentaux.

Dans les pays du Sud, ce phénomène a eu lieu sous l'égide de l'« ajustement structurel » et de la « libéralisation des échanges », alors qu'en Europe, il est connu sous le nom d'« austérité ». La transformation actuelle de l'État-providence en un état d'entreprise signe l'arrêt de mort de la démocratie « du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Sous l'influence des entreprises, les gouvernements agissent de plus en plus au nom des intérêts privés. Le pouvoir politique se reflète les 1% situés au-dessus de la pyramide économique, écrasant les 99 autres, et avec eux la Terre et ses espèces.

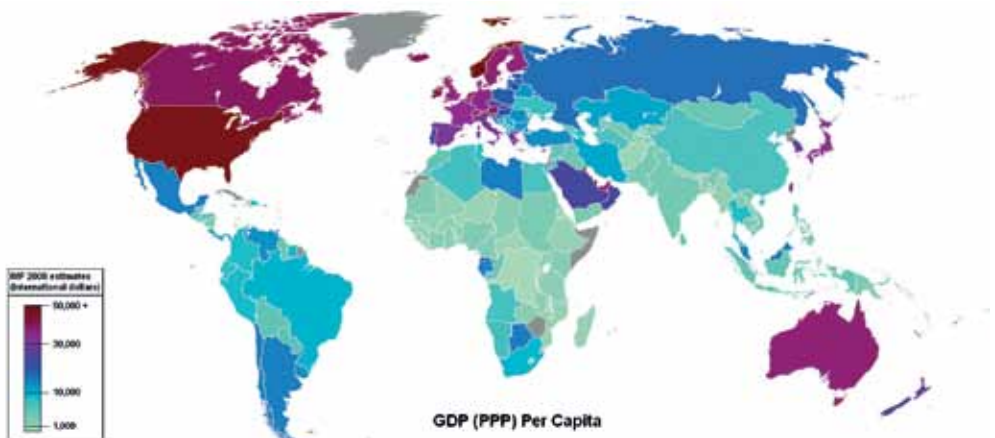
La démocratie représentative, intégrée dans une économie mondialisée, a réduit les citoyens à un mode d'expression passif lors de scrutins occasionnels, produisant un pouvoir linéaire à sens unique qui les laisse de moins en moins en mesure de protéger leurs terres et leurs modes de vie. Le système réprime leur capacité à se défendre contre l'accaparement des terres ou contre toute autre menace qui peut leur être portée.



Des inégalités qui se creusent

Malgré les protestations généralisées, l'inégalité économique mondiale a continué de se creuser. La part de la richesse mondiale détenue par les 1% les plus riches est passée de 44% en 2009 à 48% en 2014⁹. Si cette tendance se poursuit, les 1% les plus riches détiendront bientôt plus que le reste de la population mondiale.

Les 300 individus les plus riches du monde ont augmenté leur richesse de 524 milliards de dollars l'année dernière, davantage que les revenus combinés des 29 pays les plus pauvres du monde¹⁰. L'inégalité économique entraîne de la violence en perturbant la façon dont nous pensons et interagissons avec les autres. Plus une société est inégalitaire, plus le taux de violence est important¹¹.



conflits

⁹ OXFAM, Wealth: having it all and wanting more, 2015.

¹⁰ Savio R., Inequality and Democracy, IPS, 2014.

¹¹ Wilkinson R. & Pickett K., The Spirit Level, The Equality Trust.

Emergence de conflits et de violence

Partout dans le monde, nous assistons au développement de nouveaux conflits, conséquence environnementale d'un modèle économique destructif. Selon la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), au cours des 60 dernières années, 40% des conflits intra-étatiques étaient liés à des problèmes d'accès à la terre et aux ressources naturelles. En outre, 80% des conflits armés majeurs en 2007 ont eu lieu dans des écosystèmes arides et vulnérables¹².

Que ce soit la montée de la violence au Pendjab en 1984, ou en Syrie et au Nigeria aujourd'hui, les conflits trouvent leur origine dans la destruction des sols et de l'eau, et dans l'incapacité de la terre à assurer un mode de vie durable aux populations. Malheureusement, les conflits ne sont pas considérés sous l'angle environnemental et sont vus simplement comme des conflits religieux, auxquels il faut répondre par la violence et la militarisation.

Les économies agressive et les politiques anti-démocratiques se nourrissent et produisent des cultures et des identités vulnérables. Historiquement, c'est la terre qui façonne la culture, et la diversité culturelle a évolué conjointement avec la diversité biologique. La terre nous transmet notre sentiment d'identité. En raison des déplacements et de l'insécurité croissante, l'identité est transformée puis détruite. Le terrorisme, l'extrémisme et la xénophobie peuvent prendre des formes virulentes parmi ces cultures et identités vulnérables. Des cercles vicieux de violence et d'exclusion culturelle, politique, ou économique prédominent.

L'absence de réglementation éthique et écologique des activités économiques, libère la cupidité, l'irresponsabilité et la violence sous leurs formes les plus extrêmes. L'économie basée sur le libre-échange ressemble de plus en plus à une guerre et de moins en moins à une route pouvant nous mener au bien-être de tous.

¹²UNCCD, Desertification. The Invisible Frontline, 2014.



Vers une nouvelle vision d'une citoyenneté planétaire

Il devient impératif d'adopter une nouvelle vision de la citoyenneté à l'échelle mondiale pour assurer un avenir à l'humanité. Un tel avenir doit trouver ses racines dans l'attention et la compassion portée à la planète et à la société. Cette nouvelle vision responsabilisera les individus et limitera les comportements irresponsables ainsi que les prises de pouvoir illégitimes. Cet avenir dépendra de notre capacité à admettre que les crises écologiques, culturelles, sociales et politiques ne sont en réalité qu'une seule et même crise. Nous devons transformer la vision linéaire d'extraction des ressources, en une vision circulaire, de coopération et de partage. La diversité est nécessaire à tous les niveaux, et non l'uniformité et la pensée unique.

Cet avenir émergera d'une nouvelle vision qui empêche la vie – le sol, la nourriture et la terre – d'être réduite à des déchets et matériaux inertes, et ne considérant pas les hommes comme jetables et remplaçables. Le gaspillage des ressources et la non considération des populations n'ont pas leur place dans la nature ni dans des sociétés justes. Les démocraties locales préparent les bases d'une véritable démocratie planétaire. La citoyenneté mondiale doit être ancrée dans le local –le sol et la terre. L'avenir sera cultivé du sol et se développera à partir de la terre, et non à partir du marché mondial d'une finance fictive, d'une humanité conditionnée par l'entreprise et d'une société de consommation. Nous avons cessé de nous voir comme faisant partie de la terre – l'écocentrisme a ouvert la voie à l'anthropocentrisme, qui lui-même est en train de céder la place à une forme de « corporocentrisme ». Nous devons passer d'une vision du monde centrée sur l'entreprise à une vision centrée sur la Famille Terre. L'avenir se développera du sol vivant. Nous sommes la terre. Le sol doit être remis au cœur, et au centre de la construction du futur, c'est la condition pour voir émerger une nouvelle économie circulaire, et une nouvelle démocratie vivante.





Global Atlas mapping environmental conflicts throughout the world.

Nous sommes le Sol, nous sommes la Terre

L'Organisation des Nations Unies a déclaré 2015 Année Internationale des Sols « pour rendre les gens conscients du rôle crucial joué par le sol dans la sécurité alimentaire, l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, les services écosystémiques essentiels, la lutte contre la pauvreté et le développement durable»¹³.

La civilisation industrielle nous a écartés de notre relation au sol, en se fondant sur la croyance arrogante que nous pouvons nous développer qu'en conquérant et en détruisant la nature. Cela a conduit à la rupture de notre relation avec la terre.

Nous devons établir un nouveau pacte avec la terre et le sol. Un pacte qui reconnaisse que nous sommes le sol, que nous nous développons grâce et à partir du sol. Il s'agit là d'une renaissance – une nouvelle prise de conscience du fait que le sol est vivant et que prendre soin de la terre est d'une importance fondamentale, le travail le plus important qui incombe à l'humanité.

Une nourriture bonne, nutritive et saine résulte de sols sains et animés de vie. Nous devons reconnaître le rôle important des agriculteurs en tant que garant de notre santé, et également créateur de sols. L'agriculture traditionnelle ne sera alors plus vue comme une activité arriérée et primitive que l'industrialisation et l'urbanisation doivent enterrer, mais retrouvera la priorité qu'elle mérite. Un nouvel équilibre entre ville et campagne se développera à partir de ce nouveau pacte avec le sol.

¹³FAO, 2015 International Year of Soil (www.fao.org/soils-2015)



Vers une Nouvelle Agriculture

Une nouvelle agriculture est la base nécessaire pour que de nouvelles économies et de nouvelles démocraties se construisent. Le siècle dernier a été dominé par le modèle agro-industriel hérité de l'industrie de la guerre, focalisé sur les produits chimiques et les énergies fossiles.

Le sol a été détruit, les agriculteurs déracinés, la santé s'est dégradée. Des pertes sont enregistrées à tous les niveaux, y compris 30% de gaspillage de nourriture. Ce modèle est un des responsables majeurs de l'érosion et de la destruction de l'eau, des terres, et de la biodiversité, ainsi que de l'augmentation des gaz à effet de serre, et du chômage. La fertilité des sols en a été extraite, ainsi que la valeur créée par les agriculteurs, sans rien donner en retour. Les agriculteurs dépensent jusqu'à 10 fois plus que ce qu'ils peuvent gagner, utilisant 10 fois l'énergie de ce qu'ils peuvent produire en nourriture.

C'est ainsi que l'agriculture familiale et les petits paysans subissent la crise des dettes et des suicides. L'agriculture industrielle n'est plus un système alimentaire, mais un système de production de marchandise, où la production de céréales sert aux biocarburants et à l'alimentation animale, au lieu de nourrir les populations.

Les entreprises génèrent du profit, mais en dégradant tout à tour les hommes, la terre, la nourriture et la santé. Le coût de ces dégradations n'est pas comptabilisé, et est simplement considéré comme des effets économiques et sociaux extérieurs. Une nouvelle agriculture commence par rendre sa fertilité au sol par des méthodes biologiques. Elle assure une rémunération équitable aux agriculteurs, leur permettant de rester sur leurs terres, et de continuer à fournir une nourriture abondante et nutritive aux citoyens et aux collectivités. Une nouvelle agriculture remplace un processus linéaire d'extraction et d'exploitation du sol et de ses ressources par un processus circulaire, qui garantit résilience, permanence, durabilité, justice et paix. La nourriture et la terre ne sont plus considérées comme des marchandises, et la production de nourriture retrouve la dignité qu'elle mérite.

Une nouvelle économie circulaire

Les mots écologie et économie viennent de la même racine « oikos » qui signifie le foyer, la Terre, et le lieu où l'on a grandi. Aristote appelait « oikomania » l'art de vivre sur cette planète en harmonie avec la nature, conformément à ses besoins et en étant épanoui.

« Chrématistiques » était le mot utilisé par Aristote pour l'art de gagner de l'argent. Aujourd'hui, ce qu'on appelle économie est en fait restreint aux chrématistiques, ce qui a conduit à des hypothèses, modèles, lois, et politiques fondées sur une extraction linéaire de la richesse de la nature et de la société. La richesse est concentrée dans les mains de quelques entreprises, ce que le mouvement « Occupy » a décrit comme l'économie des « 1% versus les 99% ».

L'art de gagner de l'argent laisse la nature et la majorité des gens appauvris et exclus. La pauvreté omniprésente dans le monde d'aujourd'hui est une conséquence de la rareté artificielle créée par un modèle économique basé sur des processus extractifs.

Comme disait Gandhi, *« la terre fournit suffisamment pour satisfaire les besoins de tous, mais pas assez pour la cupidité de quelques uns ».*

Le système linéaire extractif est basé sur l'hypothèse et la création de manque. L'hypothèse de rareté suppose que le sol, la terre et les personnes ordinaires ne possèdent pas de potentiel créatif. Ils sont inertes, passifs, réduits à de simples « marchandises », et leur valeur est créée par le capital qu'ils produisent.

Le manque est créé par l'exploitation, l'extraction, la pollution et le gaspillage, qu'ils soient écologiques ou sociaux. Il est également créé quand notre patrimoine est privatisé et approprié, ne permettant plus à tous les bénéficiaires d'en tirer profit. L'empoisonnement du sol et l'urbanisation



des territoires créent aussi du manque, empêchant la terre de maintenir la vie.

La nouvelle économie ré-ancre l'économie dans l'OIKOS. Cette nouvelle économie est une économie circulaire. Son premier objectif est de prendre soin de notre chère planète, du sol, de la biodiversité, de l'eau, des rivières, des océans. Son deuxième objectif est de s'assurer que tous les êtres humains sont en mesure de participer à une économie vivante, en tant que créateurs, producteurs et bénéficiaires.

Partager la planète implique de partager une responsabilité commune pour le soin du sol et de la terre. Celle-ci donne forme à la notion de patrimoine, et en découlent des droits communs et une prospérité commune. Le nouveau paradigme de l'économie est ancré dans la société, elle-même ancrée dans le sol.

Il nuovo paradigma economico ha le sue radici nella società, che a sua volta ha le sue radici nel suolo.

Une nouvelle démocratie

La nouvelle démocratie prend en compte les préoccupations que nous devons garder en tête en construisant nos économies – c'est à dire en décidant de la gestion de notre nourriture, notre eau, notre biodiversité, et notre terre.

La démocratie de toutes les vies est participative et vivante, sur une Terre animée et généreuse – Terre Vivante – qui reconnaît la valeur intrinsèque de chaque espèce et de chaque personne. Chaque personne et chaque espèce étant par essence distincte, la diversité n'est pas juste tolérée, mais doit être célébrée comme une condition essentielle de notre existence. Et chaque vie, y compris chaque être humain, a un droit naturel à profiter de la richesse de la nature, de garantir la subsistance du sol, de la nourriture, de l'eau, de son espace écologique et de sa liberté d'évolution.

Le terme « Liberté » a été détourné en « libre échange », qui a substitué la liberté des hommes et la liberté de la vie de la planète et de ses diverses espèces, avec la liberté des entreprises de détruire la planète et les économies vivantes qui nourrissent les hommes.

La liberté a été transformée en « anti liberté », en détournant le pouvoir des mains du peuple vers celles des grandes entreprises. Le flux de pouvoir est linéaire, du bas vers le haut de la pyramide, et personne n'est vraiment responsable. Dans les cas les plus extrêmes, des traités sont négociés en secret, autorisant les corporations à poursuivre en justice des gouvernements visant à protéger les droits de leurs citoyens. C'est le cas du Traité de Libre Echange Transatlantique (TAFTA, TTIP), et du Partenariat Trans-Pacifique (TPP). La nouvelle démocratie est circulaire, et autorise la circulation du pouvoir et de la prise de décision à travers des cercles de solidarité constituant des communautés.

Au sein de cette nouvelle démocratie, les responsabilités changent régu-



lièrement de mains, remplaçant une vision linéaire de l'histoire, par une vision circulaire, nous aidant à dépasser le syndrome « il n'y a pas d'alternative possible ». La connaissance est vitale pour la démocratie. Le pouvoir exercé sur la connaissance par les grandes entreprises, à travers la propriété intellectuelle et le contrôle des media, est une menace pour la démocratie, la vie, la liberté.

Cultiver la liberté, c'est encourager les citoyens à être informés, vigilants, actifs, engagés, créatifs et attentionnés. Cultiver la liberté, c'est cultiver une communauté de la Terre, et des communautés locales, dans toute leur diversité et pluralité. La nouvelle démocratie est une démocratie de la Terre.

Le sol est la vie, l'origine de la vie. De plus, le sol doit être le fondement d'une Nouvelle Vision, qui fera émerger une Nouvelle Agriculture, une Nouvelle Economie Circulaire, et une Nouvelle Démocratie.

Section II

Nous sommes le Sol, Nous sommes la Terre

« L'Histoire de toute nation est ultimement écrite dans la façon dont elle prend soin de son sol » Franklin D. Roosevelt

La terre est l'identité des peuples, le fondement de la culture et de l'économie. Un lien avec la terre est un lien avec la Terre - un lien partagé par toutes les cultures du monde, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. La terre, le sol et la nourriture sont intimement liés.

Séparer la terre du sol, et le sol de la nourriture, en faire des entités distinctes est la conséquence d'une idée coloniale qui a donné lieu à des économies linéaires et à l'industrialisation de l'agriculture. A l'inverse, des cultures indigènes d'Amérique latine se réfèrent à la terre comme Terre et comme sol - la Pachamama, ou la « Mère Terre ». Les communautés Dalit du Sud de l'Inde trouvent leur héritage dans Mata dharti (Mère sol). Les défenseurs de la Terre à travers le monde considèrent la terre comme sacrée parce qu'elle est le système vivant qui accueille la vie humaine et animale. La terre représente la vie, comme le lait maternel pour le nourrisson.

Ce n'est qu'en voyant la terre comme la vie que l'on pourra révolutionner la conscience humaine pour la sortir de la linéarité étroite qui conduit à faire de la terre une marchandise, une propriété privée, et prendre l'approche transformationnelle présentée dans ce Manifeste.



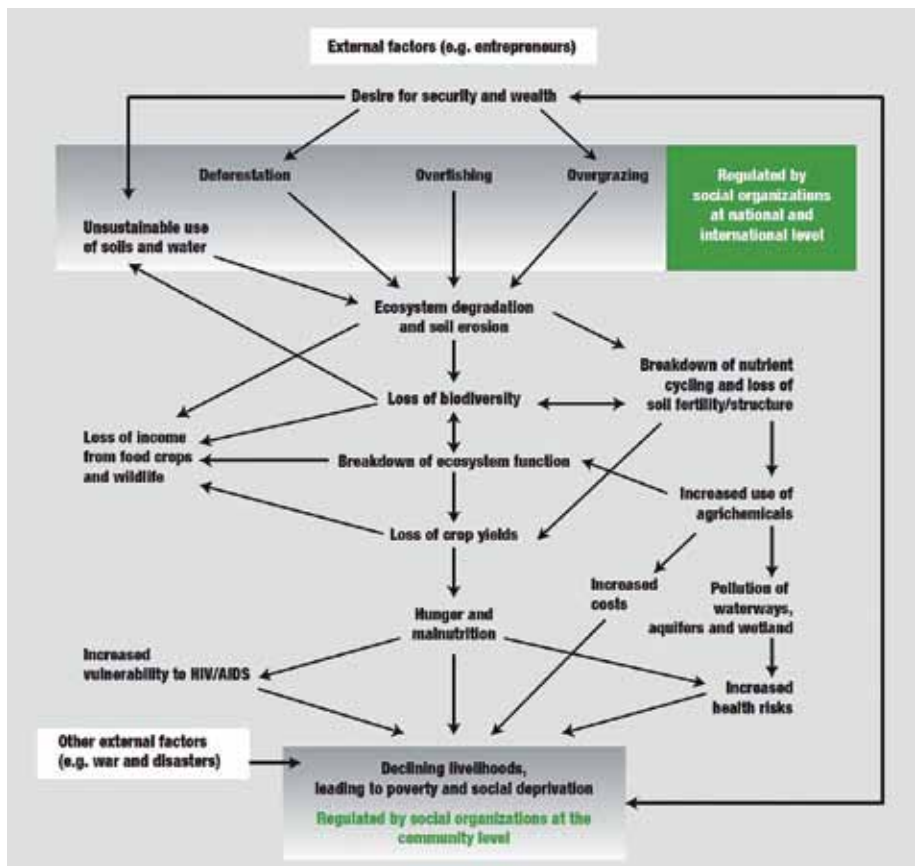
Les petites fermes familiales représentent la majeure partie de la production alimentaire dans le monde aujourd'hui. La terre est souvent le seul capital des communautés rurales à travers le monde : leur subsistance et leur bien-être dépendent de son état. La terre est la source de la vie, de la nourriture et de l'apprentissage. Elle nous offre la nourriture, la paille, le fourrage, l'énergie. La capacité de la terre à fournir ces biens dépend d'interactions complexes entre les organismes vivants, l'eau, l'air, les minéraux et l'énergie solaire. Une terre en bonne santé fournit un flot régulier de biens, selon les cycles naturels.

Les systèmes agricoles, aquacoles et forestiers sont le résultat d'une interaction de longue durée entre les cycles naturels et humains. Les communautés humaines gèrent les cycles naturels et les adaptent à leurs besoins. Pour cette raison, une « intendance » de la terre, le soin de la terre, va bien au-delà d'aspects purement techniques et économiques. Une bonne gestion de la terre la maintient de génération en génération à travers des pratiques sociales. La relation à la terre est une composante essentielle de l'identité et de la spiritualité des peuples.

Cependant, aujourd'hui nous assistons à la transformation de la terre d'un bien commun en une marchandise, ce qui a perturbé la complexité des interactions entre les sociétés humaines et la nature, et a permis la dépossession des moyens de subsistance de millions de personnes.

Par ailleurs, les pratiques actuelles d'utilisation de la terre ont conduit à la déforestation, au surpâturage et à la surexploitation des sols et des ressources en eau, provoquant une cascade d'impacts négatifs : dégradation des terres, perte de fertilité des sols, perte de biodiversité, perturbation des fonctions agro-écosystémiques, baisse des rendements agricoles, faim et malnutrition, perte de moyens de subsistance¹.

¹ UNCTAD, Trade and Environmental Review - Wake up before its too late, 2013



Cycle of Land Degradation and Social Deprivation (Source: UNCTAD 2013)



Les Enclosures des Biens Communs et Marchandisation de la Terre

Les plus grands défis de notre temps - intellectuellement, matériellement, écologiquement, économiquement, politiquement - sont la marchandisation et la privatisation des ressources communes, les enclosures des biens communs.

Une ressource est un bien commun lorsque des systèmes sociaux existent pour assurer le fondement de son usage sur des principes de justice et de durabilité. Cela implique une combinaison de droits et de responsabilités parmi les usagers, un équilibre entre utilisation et conservation, un sens de co-production avec la nature et un partage entre des membres de communautés diverses. Pour les communautés autochtones, la notion d'héritage renvoie à un ensemble de relations plutôt qu'à un ensemble de droits économiques.

Entre 1770 et 1830, 3280 textes ont été votés par le Parlement Anglais pour acter l'enclosure des communs. C'est ainsi que six millions d'hectares de terres communément partagées, de champs ouverts, de prairies, de marécages, de forêts et de « terrains vagues » inoccupés ont été mis entre des mains privées, et par conséquent fermés, cultivés, pâturés, chassés, à des fins de gain privé².

Toutefois, les enclosures ne sont pas qu'un épisode historique ayant eu lieu en Angleterre. Les enclosures ont été un élément central dans le processus historique de la colonisation. Le colonialisme a étendu la propriété privée à travers l'enclosure des communs, le déplacement et le déracinement des peuples natifs des Amériques, de l'Asie, d'Afrique et d'Australie.

² Shiva V., *Earth Democracy - Living Economies*, 2005

Terre Sacrée et “Terra Nullius”

La terre est fondamentale pour les populations autochtones, sur les plans individuel et collectif. Leurs façons de concevoir la propriété foncière ont toujours été différentes des systèmes juridiques européens.

Chaque individu appartenait à un territoire donné au sein du groupe familial, et avait des liens spirituels et des devoirs envers une contrée donnée. Ainsi, la terre n'était la propriété de personne - on appartenait à la terre. Les communautés aborigènes voient la terre comme très riche de symboles et comme un paysage spirituel plutôt qu'un simple environnement physique. Leur religion était fondée sur une philosophie d'unité avec l'environnement naturel.

Le lien spirituel à la terre a été utilisé par les colons britanniques comme James Cook et Arthur Phillip pour asseoir une domination sur tout le continent australien, à travers une déclaration unilatérale de possession sous le prétexte que la terre n'appartenait à personne, et était vide (*Terra Nullius*), et que la culture européenne était supérieure à celle des cultures indigènes.

La construction coloniale de la passivité de la terre et la création de la catégorie coloniale de terra nullius (terre vide), a permis à la fois de nier l'existence et les droits antécédents des habitants originels, et de négliger la capacité régénération de la terre. C'est ainsi qu'elle a conduit à l'émergence de la propriété privée avec les enclosures et à l'utilisation



non durable des ressources, vue comme du « développement » et du « progrès ». En Australie, les colons ont justifié l'appropriation totale de la terre et de ses ressources naturelles en déclarant le continent Australien tout entier comme Terra Nullius (inhabité). Cette déclaration a tracé un chemin simple et direct vers la privatisation des patrimoines communs, parce qu'au sens des colons, il n'y avait pas de patrimoine commun.

La plupart des régions du Sud - et même du Nord -, ont connu une longue histoire d'accaparement des terres à une échelle importante. L'histoire de la colonisation par les Hollandais, les Français, les Espagnols, les Portugais et les Anglais peut être vue comme une histoire de contrôle des terres à travers l'accaparement et la création de la propriété privée, l'invention du concept de « terrains vagues » à travers les Amériques, l'Afrique, l'Asie et l'Australie³.

Dès les premiers stades de l'industrialisation, le mouvement des enclosures en Angleterre a rendu la paysannerie superflue et l'a chassée de ses terres. L'industrialisation a été apportée aux pays du Sud sous le nom de « développement ».

Aujourd'hui en Afrique, en Asie et en Amérique latine, les enclosures dépossèdent des dizaines de millions d'agriculteurs et d'éleveurs dont la subsistance dépend des usages traditionnels de la terre.

³ Peluso N.L. & Lund C., New frontiers of land control: Introduction, *The Journal of Peasant Studies*, 38:4, 667-681, 2011.

Les nouvelles enclosures et l'accaparement des terres

On peut noter dans l'Histoire un cycle récurrent d'appropriation et de redistribution de la terre. La colonisation s'est basée sur une violente prise de contrôle des terres. Et aujourd'hui, la mondialisation en tant que re-colonisation conduit à nouveau à un phénomène massif d'accaparement des terres en Inde, en Afrique, en Amérique latine et dans d'autres régions du monde. Nous sommes témoins d'une « nouvelle vague d'enclosures », qui a davantage d'impacts négatifs sur les communautés rurales que les précédentes en raison du pouvoir destructeur accru des technologies et de la hausse de la demande de ressources.

La terre se voit accaparer à des fins d'investissements spéculatifs, de croissance urbaine, de construction de mines, d'usines, d'autoroutes. Ces investissements sont justifiés par la même logique des « terres vides », selon laquelle les petits agriculteurs ne sont pas assez productifs. Cette fausse productivité est mesurée sur une logique extractive linéaire de production de marchandises. Les transactions foncières impliquent le déplacement de petits propriétaires, le non respect des droits des usagers secondaires, l'éviction de personnes sans droits formels - mais ayant des droits coutumiers et collectifs -, même lorsqu'elles ont vécu sur les terres en question pendant plusieurs années.

Les entreprises subventionnées par les gouvernement s'accaparent les terres de petits producteurs, ce qui conduit à une dépossession massive des plus pauvres. Les déplacements, les dettes et les suicides d'agri-



culteurs caractérisent l'Inde rurale aujourd'hui, avec plus de 291 000 suicides depuis 1995 liés à la dette, à l'hypothèque ou à l'accaparement des terres. En 2009, les investissements fonciers à grande échelle ont couvert 56 millions d'hectares en moins d'un an. La Chine, par exemple, après avoir rejoint l'OMC en 2001, et sous sa politique d'investissements étrangers de 2004, a commencé à investir dans la production d'énergie et de denrées alimentaires dans plus de trente pays africains et asiatiques. Le pays exporte des cultures à haute valeur ajoutée produites sur son territoire domestique tout en louant de vastes surfaces en Asie et en Afrique pour produire des denrées de base. Cette nouvelle forme de colonialisme agraire est motivée par la perspective d'éviter une dépendance risquée vis à vis des marchés globaux et par l'investissement dans une production agricole lucrative fondée sur de grandes exploitations.

Le gouvernement Indien se bat frontalement contre les agriculteurs et les communautés rurales pour extraire de vastes terres pour la production d'énergie, la construction d'infrastructures et de logements et pour des entités privées. Ces politiques visent à s'approprier les terres des communautés pauvres à un faible prix et sans leur consentement. On assiste au déracinement de communautés humaines et de cultures entières. L'analyse des impacts sociaux et environnementaux de ce phénomène et des scénarios de réhabilitation a déjà pris plusieurs années, mais ce travail n'a en rien changé notre violente économie affamée de terres. La dépossession continue à causer en silence la misère de populations vulnérables, notamment les femmes.

Les millions d'hectares de terres qui sont transformées en profits ne servent pas à produire à manger - elles créent bien plutôt de l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, on dit que les nouvelles transactions foncières vont encore accroître à l'avenir la concentration de la propriété et de l'accès aux terres, inversant ainsi les gains obtenus à travers les program-

⁴ The World Bank Report, 2010

mes de réforme agraire en Chine, au Viet-Nam, aux Philippines, en Indonésie, en Inde et au Pakistan, pour ne nommer que ceux en Asie. Une plus forte pression foncière augmente aussi la valeur de la terre, excluant ainsi les communautés rurales pauvres des marchés fonciers.

En Afrique de l'Ouest, la propriété de la terre a toujours régi par des usages collectifs, mais cela est en train de changer progressivement en raison de divers programmes de la Banque Mondiale, du «Défi du Millénaire», et de la Nouvelle Alliance du G8 pour l'Alimentation et la Nutrition. Bien que les petits agriculteurs africains soient soutenus, par exemple dans le cadre de l'Initiative de Développement Foncier et du Cadre Volontaire, et par différents efforts nationaux, comme la Commission Nationale sur la Réforme Agraire au Sénégal, la pression vers la location des terres reste forte et répandue.

Que ce soit en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, il y a un clivage de plus en plus grand entre ceux appartenant au secteur agricole à table humaine et ceux qui voient la terre comme source de profits.

Pour les communautés autochtones, par exemple, la terre est la seule et l'ultime source de sécurité socio-économique. Pour les populations marginalisées, elle est un réel atout qui est en lui-même et par lui-même productif, assez indépendamment de sa valeur d'échange. Dans le cas des économies de troc non monétisées, qui sont toujours répandues, la terre est le fondement même de la survie. Elle est aussi le coeur d'un sens d'appartenance à un lieu, d'identité culturelle, et de sécurité sociale.

Pour l'acheteur aisé, la terre est seulement une forme d'investissement, ou au mieux un lieu pouvant accueillir des projets dont la valeur économique n'est pas dérivée de la culture de la terre en elle-même. De plus, pour ceux qui perdent leur terre aux infrastructures ou à l'industrialisation, ils n'ont souvent pas les compétences ni l'expérience requises pour gérer des montants relativement conséquents d'argent, offerts comme compensation par l'entreprise ou le gouvernement.



Les « nouvelles enclosures » et l'accaparement des terres sont également le résultat de l'urbanisation et de la délocalisation de l'industrialisation, au nom desquelles des Zones Economiques Spéciales ont proliféré dans de nombreuses économies à croissance rapide, comme l'Inde et la Chine. Cela a conduit à diverses expropriations, particulièrement dans des zones péri-urbaines, au profit de complexes industriels et commerciaux et de l'urbanisation correspondante, et déclenchant des conflits fonciers massifs dans les pays en question.

Dégradation des terres, Changement climatique, Migration forcée, Conflits émergents

Alors que le paradigme dominant réduit les conflits actuels à des causes ethniques et de violences religieuses, la dégradation des terres, avec l'accumulation des terres, est très souvent à la racine de ces conflits.

Il a été dit que pour détruire un peuple il suffit de détruire leur sol.

Quand les individus sont éloignés de leurs territoires, le tissu complexe qui lie les peuples et les communautés à leurs sols est rompu et peut être irrémédiablement perdu. Selon l'UNCCD (Convention des Nations Unies pour le combat de la désertification), 40% des conflits intra-étatiques sur une période de 60 ans sont associés aux terres et aux ressources naturelles. Il existe des liens forts entre de nombreux conflits intra-étatiques actuels et le contrôle et l'allocation des ressources naturelles par les états.

La confrontation de plus en plus de personnes au manque d'eau et à la faim ouvre la porte à la défaillance des états fragiles et aux conflits régionaux. En Afrique Sub-saharienne, les multiples défis de l'augmentation de la population, de la demande croissante en ressources naturelles ainsi que des impacts du changement climatique (particulièrement la sécheresse) sur la nourriture et l'approvisionnement en eau sont susceptibles de conduire à des tensions, qui pourraient déboucher sur des conflits .

La rencontre des crises financières, climatiques, énergétiques et alimentaires a des conséquences multiples sur les sols et les populations. Couplés à des guerres, celles-ci se traduisent par des vagues de populations déplacées à l'intérieur et à l'extérieur aux Etats. Les personnes déracinées, sont vulnérables à d'autres formes exploitation et les sols



qu'ils connaissaient et défendaient autrefois sont ouverts à l'occupation, la spoliation et aux dommages généraux.

Dans les zones rurales où les populations dépendent de ressources en terres fertiles peu abondantes, la dégradation des terres est un moteur de la migration forcée. Environ 42% des ménages intensifient leur mobilité saisonnière dans le cas de faibles récoltes, pendant que 17% migrent lorsque les récoltes sont détruites et que 13% partent dans le cas d'événements climatiques catastrophiques tels que les sécheresses extrêmes. D'ici à 2050, 200 millions de personnes pourraient être des migrants climatiques .

Avant le soulèvement syrien de 2011, 60% des terres syriennes connaissaient la sécheresse la plus longue et violente de leur histoire, responsables de mauvaises récoltes sur des terres où l'agriculture a commencé, il y a 12 000 ans, dans le Croissant Fertile. Les événements extrêmes comme les fortes sécheresses sont un des aspects du changement climatique global. L'impact de la sécheresse fut aggravé par l'utilisation inappropriée des terres et de l'eau à travers la promotion d'une agriculture qui n'était pas durable. Plus de 80% des récoltes furent perdues, plus de 75% du bétail mourut, anéantissant les moyens de subsistance des populations rurales et forçant une migration de masse de plus d'un million de paysans et d'éleveurs vers les villes, contribuant à l'instabilité sociale et à la guerre civile dans le pays .

Cette situation a créé 6.5 millions de réfugiés internes, et 3 millions de réfugiés qui ont fui vers des pays voisins .

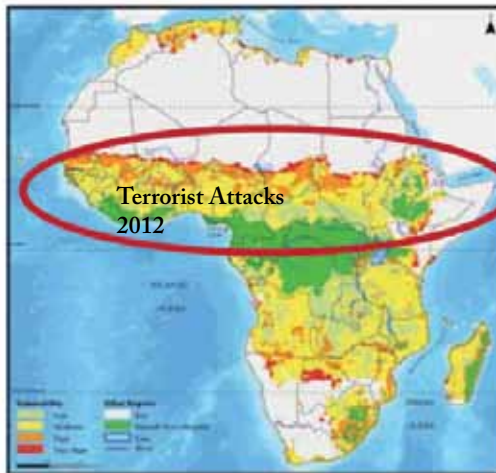
Au Nigéria, Boko Haram est présenté comme un mouvement extrémiste religieux. Cependant, comme l'atteste Luc Gnacadja, à la tête de

⁴ UNCCD, Desertification, The Invisible Frontline, 2014.

⁵ Zastrow M., Climate change & Syrian conflict, Nature - Intern. weekly journal of Science, 2015.

⁶ Syrian Refugees - A snapshot of the crisis in the Middle East and Europe, by the Migration Policy Centre European University Institute, Florence, 2013.

Desertification vulnerability in Africa 2008



Conflicts and food riots in Africa 2007-2008

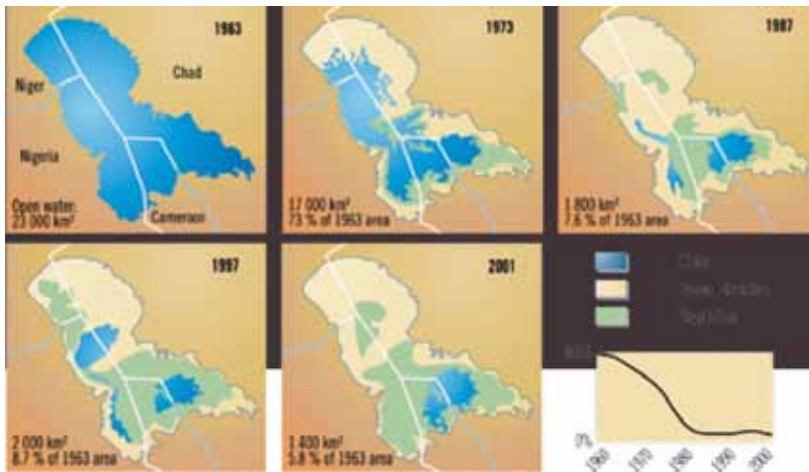
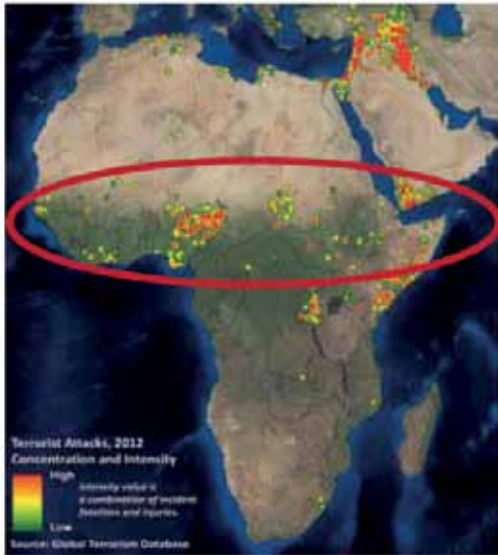


These three maps of vividly show the concentrations of past terrorist attacks, food riots and other conflicts in areas that are vulnerable to desertification.

Desertification - Inaction, recipe for international political and economic chaos
(Source - UNCCD)²⁶



Terrorist Attacks 2012



Lac Chad, évolution 1963, 1973, 1987, 1997 et 2001 (source UNEP22)

l'UNCCD, «l'assèchement du lac Tchad a aidé à la création de conditions favorables à l'émergence d'un conflit. Dans la majeure partie du nord du Nigéria, les éleveurs musulmans sont en compétition avec les agriculteurs chrétiens pour l'accès aux ressources en eau qui s'amenuisent. Le soi-disant conflit religieux est en fait lié à l'accès aux ressources vitales.

Il ne s'agit pas seulement de Boko Haram, dans la ceinture sahélienne, vous verrez la même situation au Mali et au Soudan. En outre, des hommes qui étaient ou auraient été employés et rémunérés comme agriculteurs, pêcheurs, vendeurs de poissons et pasteurs ont été enrôlés dans Boko Haram et beaucoup d'entre eux participent aux raids mortels nocturnes du groupe terroriste. Sans un minimum de sécurité d'accès à la terre, la restauration des terres grâce à l'investissement n'est pas possible. La paix est un prérequis »⁷.

La crise énergétique couplée au pic pétrolier a conduit à une extraction intense incluant la fracturation hydraulique autrement connue sous le nom anglais de « fracking ». L'abandon du baril au profit du pétrole brut signifie que n'importe quel territoire où la ressource est trouvée est une cible pour les compagnies qui exploitent le pétrole et les spéculateurs. En d'autres termes, aucun territoire n'est sacré.

L'appel pour laisser les combustibles fossiles inexploités restent de simples appels tant que les compagnies continuent à creuser plus pour accroître leur bénéfice, déploient leurs infrastructures et aggravent continuellement les coûts pour les sols. La pollution des sols due à l'exploitation minière et à l'extraction de pétrole brut a rendu l'agriculture impossible dans des terres précédemment arables⁸.

La restauration peut prendre une éternité dans certains cas. Quelques soient les causes de la guerre, pour sécuriser l'accès aux ressources énergétiques ou pour l'expansion territoriale, les implications sur le sol et la terre sont multiples.

⁷ RTCC, Global warming raises tensions in Boko Haram region, 2015.

⁸ UNEP, Vital Water Report, 2008.



La terre dans l'économie linéaire : La dégradation des terres contre la restauration. La « tyrannie du court terme »

Au cours des deux derniers siècles, l'évolution de l'utilisation des terres a transformé la biosphère, entraînant la conversion de 70% des prairies, 50% des savanes, 45% des forêts feuillues tempérées et 27% des forêts tropicales en terre agricole .

L'héritage de notre système et du paradigme économique dominant, générateur de déchets réside dans la superficie de terres abandonnées, à cause de siècles d'exploitation agricole non durable, qui est égal, à l'échelle mondiale, à la superficie des Etats Unis et du Canada combinés (environ 2 milliard d'hectares) ; plus que l'ensemble des terres agricoles cultivées aujourd'hui. En Afrique, environ 80% des pâturages et des parcours pastoraux sont sérieusement érodés et dégradés .

Le modèle économique dominant ne prend pas en compte la finitude des ressources. Dans la vision linéaire de l'économie, les ressources sont des coûts et les biens sont des produits du processus de transformation. Le destin de ce qui n'est pas consommé, et son impact, est externe aux transactions économiques, et donc, n'est pas une information pertinente. Dans cette perspective d'économie linéaire, seuls les coûts et les revenus comptent dans le cycle économique. Les ressources artificielles, la terre et l'eau sont des coûts, et les produits commercialisables sont les revenus. Les services rendus par l'écosystème, la biodiversité, la valeur nutritive des aliments et l'alimentation n'ont pas de valeur car ils ne peuvent pas être mesurés en tant que coût ou revenu dans le cycle économique. La dégradation des terres à la fin du modèle économique n'est pas compta

Au cours des deux derniers siècles, l'évolution de l'utilisation des terres a transformé la biosphère, entraînant la conversion de 70% des prairies, 50% des savanes, 45% des forêts feuillues tempérées et 27% des forêts tropicales en terre agricole .

L'héritage de notre système et du paradigme économique dominant, générateur de déchets réside dans la superficie de terres abandonnées, à cause de siècles d'exploitation agricole non durable, qui est égal, à l'échelle mondiale, à la superficie des Etats Unis et du Canada combinés (environ 2 milliard d'hectares) ; plus que l'ensemble des terres agricoles cultivées aujourd'hui. En Afrique, environ 80% des pâturages et des parcours pastoraux sont sérieusement érodés et dégradés .

Le modèle économique dominant ne prend pas en compte la finitude des ressources. Dans la vision linéaire de l'économie, les ressources sont des coûts et les biens sont des produits du processus de transformation. Le destin de ce qui n'est pas consommé, et son impact, est externe aux transactions économiques, et donc, n'est pas une information pertinente. Dans cette perspective d'économie linéaire, seuls les coûts et les revenus comptent dans le cycle économique. Les ressources artificielles, la terre et l'eau sont des coûts, et les produits commercialisables sont les revenus. Les services rendus par l'écosystème, la biodiversité, la valeur nutritive des aliments et l'alimentation n'ont pas de valeur car ils ne peuvent pas être mesurés en tant que coût ou revenu dans le cycle économique. La dégradation des terres à la fin du modèle économique n'est pas comptabilisée comme un coût, mais se traduit par une augmentation des coûts et une productivité plus faible dans les cycles économiques successifs. Quand les coûts deviennent supérieurs aux revenus, la terre est abandonnée, et devient un outil obsolète. Les énergies fossiles ont donné l'illusion que les processus écologiques complexes donnant vie à la terre pouvaient être remplacés par des ressources artificielles. Les échanges commerciaux, à travers desquels les ressources artificiels sont achetées, remplacent les cycles naturels. Les terres deviennent dégradées, les con-



naissances et pratiques qui gardaient la terre saine sont oubliées. La pénurie est causée par l'homme, car elle dépend de la disponibilité et des besoins. Etant donné que dans l'économie linéaire, les cycles économiques prévalent sur les cycles naturels, la production agricole génère la pénurie.

Une population croissante met la pression sur le système car elle augmente la demande en nourriture, en énergie et en eau. L'économie linéaire répond à cette pression en augmentant l'extraction des ressources et en générant plus de déchets. Si la tendance actuelle continue, il est estimé qu'en 2050, nous aurons besoin de 60% de nourriture supplémentaire, de 50% d'énergie et de 40% d'eau en plus. Il est irresponsable de penser que cela va se passer sans perturbations majeures. Comme mentionné précédemment, la pénurie des ressources entraîne avec elle l'accroissement des inégalités, des conflits et de la violence. Le changement climatique va multiplier les catastrophes naturelles. Une autre approche est requise si nous voulons éviter l'intensification de ces tendances : les cycles économiques doivent être adaptés pour correspondre aux cycles naturels. C'est le principe de l'économie circulaire.

La Restauration des Terres, les Réformes Agraires, la Gouvernance des Terres.

Le régime de la propriété foncière détermine qui peut utiliser telle ou telle ressource naturelle, pour combien de temps, et sous quelles conditions. Il peut être basé sur des politiques écrites et des lois, mais également sur des coutumes non écrites et des pratiques.

L'accaparement des terres se produit quand la gouvernance foncière est faible. Une gouvernance responsable requiert qu'une reconnaissance formelle soit donnée à tous les systèmes de propriété foncière considérés comme légitime dans la société. Pour améliorer la gouvernance foncière, la FAO a développé des Directives Volontaires sur la Gouvernance Responsable des Régimes de Propriété Foncière, Pêches et Forêts, qui ont été approuvées par le Comité sur la Sécurité Alimentaire Mondiale (Committee on World Food Security) en 2012.

Ces directives soulignent le fait que la reconnaissance juridique devrait être donnée aux droits de propriétés légitimes qui ne sont aujourd'hui pas protégés par la loi, que les droits de propriétés légitimes devraient être protégés, et que toutes les formes de discrimination à l'égard des régimes fonciers doivent être supprimées.

Les directives ont permis de développer des principes pour la gouvernance que les états peuvent utiliser quand ils développent leurs propres stratégies, politiques, législation, programmes et activités. Mais elles sont, malgré tout, simplement volontaires.

Dans quelle mesure est-il réaliste d'attendre que des Etats corrompus ou inefficaces, appliquent un tel code ? Cela dépendra énormément de



la capacité des sociétés civiles à mettre la pression sur leurs gouvernements pour adopter et surveiller la mise en pratique de ces règles.

Le droit à la terre est égal, dans de nombreux contextes, au droit à l'alimentation. L'accès à la terre est l'un des critères déterminant de la malnutrition. Dans beaucoup de pays, l'inégalité dans la distribution des terres est dans la plupart des cas la norme. La réforme foncière est une revendication fondamentale des mouvements mondiaux paysans.

La pratique de la gestion des terres holistique s'appuie sur les mécanismes naturels de gestion et de restauration des terres. Cette pratique est basée sur les liens culturels des populations avec la terre et c'est un système de gestion écologiquement régénératif et économiquement viable pour la gestion des prairies mondiales. L'agriculture familiale est le modèle de production agricole le plus cohérent car il se base sur des principes de durabilité et représente une opportunité pour stimuler les économies et les communautés locales.

Les terres agricoles ont besoin d'agriculteurs, et ces derniers sont en train de disparaître rapidement ; il est urgent de leur redonner leur rôle central et de faciliter la reconnexion des jeunes avec la terre, en leur offrant de nouvelles perspectives de vie et des possibilités d'emplois sur l'ensemble de la planète.

Certains soutiennent que les petites exploitations ont une plus faible efficacité économique et doivent être remplacées par des grosses exploitations. Ils ne prennent pas en considération que les fermes familiales sont:

- 1) durables et maintiennent un sol productif pour les générations futures,
- 2) la première source d'emploi pour plusieurs dizaines de millions d'individus, et
- 3) la base de l'économie actuelle (oikos) dans la plupart des pays du sud qui
- 4) préservent aussi le mode vie et la culture des individus.

L'agriculture familiale est la base de la production alimentaire durable et de la gestion de l'environnement ainsi que de sa biodiversité. La terre est la ressource la plus importante pour les familles d'agriculteurs, et l'accès à la terre est leur préoccupation principale. Durant l'année 2014 de l'agriculture familiale des Nations Unies, il est apparu évident que 70% des denrées alimentaires été produites par l'agriculture familiale.

APPEL À L'ACTION: Au niveau régional, les gestionnaires des paysages doivent s'assurer que les terres fournissent les services écosystémiques nécessaires, ainsi que fixer des limites à la consommation des sols, éviter les arbitrages négatifs entre l'utilisation des terres à l'échelle paysagère, maintenir et restaurer les infrastructures écologiques et promouvoir des lignes directrices pour la préservation des terres à travers des processus participatifs et des projets pour la restauration des terres. Au niveau national et international, les administrations doivent contrôler l'impact des systèmes alimentaires et des politiques sur l'utilisation des terres.

Le rôle de la terre pour un futur durable qui éliminera la faim et l'insécurité alimentaire est critique. Une augmentation de 60% de la productivité agricole, et jusqu'à 100% dans les pays en développement, sera nécessaire d'ici 2050¹⁵. Une évaluation prudente du potentiel Global pour la restauration des forêts et des terres a conclu que 2 milliards d'hectares des terres mondiales¹⁶ dégradées offrent encore un potentiel de restauration, avec une part importante pour la combinaison d'usages, dans laquelle forêts et arbres sont associés avec d'autres usages de la terre, incluant l'agroforesterie et une agriculture de petits paysans.

Les communautés rurales et les agriculteurs sont les mieux placés pour protéger et préserver la qualité du sol avec une utilisation adéquate et une gestion des terres cultivables dans le sens d'objectifs sociaux à longs termes. Garantir leurs accès à la terre est fondamental. Même dans les pays où la population rurale et paysanne est devenue une minorité, la gestion et l'utilisation de la terre ne peut être laissée à quelques-uns mais il est nécessaire de recréer une connexion avec les communautés.

La restauration écologique des terres a une grande portée socio-économique et des impacts sociétaux. « Si seulement 12% des terres mondiales dégradées étaient restituées pour la production, nous pourrions nourrir 200 millions de personnes en plus et les revenus des agriculteurs seraient augmentés de 40 milliards de dollars américain par an¹¹.

L'état critique de la désertification et de la dégradation des terres, est reflété dans les Objectifs du Développement Durable des Nations Unies¹². Beaucoup plus est nécessaire si nous voulons vraiment construire un cadre efficace pour traiter nos sols comme bien commun mondial et capitaliser nos connaissances locales et traditionnelles et palier à tous les niveaux les



écarts entre science et politique, pour sortir des subventions inégales qui renforcent les modèles d'utilisation des terres non durables.

Le réchauffement climatique est un accélérateur majeur de la dégradation des terres, le renforcement de l'adaptation et la résilience est un important pilier pro-pauvre pour l'usage durable des terres et des sols dans les solutions au changement climatique et doit être pleinement pris en compte si le nouvel accord sur le climat veut être compréhensif et efficace.

Aujourd'hui nous sommes confrontés à une situation d'urgence qui est plus sérieuse et généralisée que celle à laquelle les Etats Unis ont fait face dans les années 1930 pendant le Dust Bowl («bassin de poussière»). En ce temps, Franklin Roosevelt a introduit dans le cadre du « New Deal » l'initiative de conservation citoyenne civile (« Citizen Conservation Corps») qui a employé des jeunes au chômage dans la restauration des terres, donnant réponse à la fois à la crise économique de la Grande Dépressions et à la crise écologique des bassins de poussières.

APPEL À ACTION: L'une des étapes vers la guérison de la planète, en adressant en même temps la résorption du chômage passe par la création d'opportunités de travail pour la restauration des terres, prenant inspiration du « Citizen Conservation Corp » du « New Deal ». Le « New Deal » d'aujourd'hui est basé sur la nouvelle agriculture, une nouvelle économie, une nouvelle démocratie. Un corps citoyen mondial pour la restauration écologique pourrait aider à la régénération des sols, adresser le changement climatique, participer à la reconstruction des communautés, et répandre les graines de la paix. Il pourrait s'étendre du niveau local au niveau planétaire. Son financement serait basé sur le principe pollueur-payeur, appliqué à partir du niveau local jusqu'au niveau mondial, en collectant une taxe pour la restauration des terres et la régénération des sols, sur chaque acteur engagé dans la destruction des sols et de la terre.

⁹ FAO, World Agriculture Toward 2030/2050, 2014.

¹⁰ World Peace Institute, Global Map of Forest & Landscape Restoration Opportunities.

¹¹ The Global Commission on the Economy and Climate, Better Growth, Better Climate: The New Climate Economy, Report, 2014.

¹² Cible 15.3 de l'objectif 15.

Le sol – La base de la Vie

« Laissez ce que je creuse en vous, O Terre, rapidement jaillir et pousser de nouveau. O Purificateur, ne me laissez-moi pas transpercer vos organes vitaux ou votre cœur » – Atharva Veda

L'Histoire est un témoin du fait que le destin des sociétés et des civilisations est intimement connecté à la façon dont nous traitons le sol – notre relation est-elle liée à la Loi du Retour ou à la Loi de l'Exploitation et de l'Extraction ? Les civilisations qui ont ignoré la santé et le bien-être des sols, et qui les ont exploités sans leur redonner de la fertilité, ont disparu avec ces sols.

Remettre le sol et la terre au centre de notre conscience et de notre quotidien est vital pour l'avenir de notre société. Ce n'est pas une coïncidence que le mot humain et humus aient la même racine¹³. La plupart des cultures durables, dans toute leur diversité, considèrent la terre comme Terra Mater (la Terre Mère). Elles sont reconnaissantes de recevoir les cadeaux de la Nature et de rendre leur dû à travers des modes de vie écologiquement durables.

A travers le monde, les sociétés contemporaines sont au bord de l'éclatement car leurs sols sont érodés, dégradés, empoisonnés, enterrés sous le béton et privés de vie. Les individus dont les vies dépendent vraiment de la terre sont en train d'être déracinés, devenant des réfugiés, des réfugiés écologiques en raison du mal développement et des désastres climatiques, et des réfugiés de guerre en raison des combats pour l'accès à leurs ressources.



L'aliénation du sol ne mène pas seulement à une crise écologique, à l'érosion de la biodiversité, à la dégradation des sols, à la désertification, au bétonnage et à un chaos climatique, elle est aussi la racine d'une crise humaine – de violences et de conflits dus à une perte de sens, d'identité, de raisons d'être qui sont nourries par le sol. La violence faite au sol s'exprime ainsi comme une violence dans la société.

Le sol est vivant et est la base de notre vie. Seulement, il y a une rupture tant dans notre relation au sol que dans notre perception de celui-ci. Cette rupture dans notre relation avec le sol a commencé dès le colonialisme, avec l'enclosure des biens communs et l'accaparement des terres. Cela a continué avec la montée de l'agriculture industrielle qui est basée sur un paradigme mécanique. La dépendance aux énergies fossiles a donné naissance à une ignorance et à un aveuglement envers les processus vivants donnent vie au sol. Au lieu de se focaliser sur le réseau trophique du sol, nous avons été obsédés par les ajouts externes d'engrais chimiques – ce que Sir Albert Howard a appelé la mentalité NPK¹⁴. Les sols vivants biologiques ont ainsi été remplacés par l'industrie chimique.

Le sol a été réduit en poussière et rendu inerte, un container vide, refermant seulement des produits chimiques. Le tissu horizontal de la vie et de la diversité est en train d'être transformé en une hiérarchie verticale de monocultures imposées. Le sol, la terre et la planète ont été réduits en une marchandise accaparée, proie à la spéculation.

Le sol est un des plus riches habitats de la planète et héberge environ près d'un quart des espèces vivantes sur Terre. Les millions d'organismes trouvés dans le sol sont la source de sa fertilité. Un hectare de sol contient 15 tonnes d'organismes, ce qui se traduit par 1.5kg de vie par mètre carré ¹⁴. Les sols fournissent des services écosystémiques pour la vie tels que le stockage, la filtration et la transformation des nutriments et de l'eau, le stockage du carbone et gèrent le cycle, l'approvisionnement de l'habitat,

¹³ La racine 'hum-' fait référence à la terre ou à la poussière mais se transforme aussi en 'humain'. Cela suggère que nos tous premiers ancêtres percevaient les humains comme prenant leurs origines dans les sols. Le mot Hébreu (adam), qui signifie individu ou homme, est très proche d'« adamah » qui veut dire sol, terre.

¹⁴ Howard A., *An Agricultural Testament*, 1943

¹⁵ La semaine globale des sols, Atlas des Sols, 2015.

des espèces et de la biodiversité génétique.

La plus grande biomasse du sol consiste en des microorganismes, des champignons et des protozoaires. Les microorganismes contenus dans les sols maintiennent la structure du sol, contribuent à la biodégradation en nutriments de plantes et d'animaux morts, et fixent l'azote. Les vers de terre, les fourmis, les termites et quelques petits mammifères aident à créer des habitats pour de plus petits organismes présents dans le sol, en construisant un agrégat de sols résistants et de pores. Ils régulent aussi la disponibilité des ressources pour d'autres organismes car les sols deviennent des lieux d'activités microbiennes ¹⁵

Les bonnes pratiques :

Une initiative réussie de restauration des sols gérée par des agriculteurs au Sahel. De sévères sécheresses et une augmentation rapide de la population dans les années 1970 et 1980 ont significativement dégradé les terres agricoles du Sahel, menant à une perte de nombreuses espèces indigènes d'arbres et laissant les sols stériles et érodés. La perte des arbres s'est accompagnée de la disparition de la connaissance, des traditions et des pratiques qui ont permis à la région de rester fertile pendant des centaines d'années. Afin de sauver les terres et les moyens d'existence locaux, de nombreuses pratiques traditionnelles de gestion ont ainsi été remises au goût du jour. Une des techniques est celle de la Régénération Naturelle Gérée par des Agriculteurs (RNGA) : en élaguant les pousses qui périodiquement et naturellement poussent à partir du tissu des racines souterraines, les agriculteurs promeuvent le développement de la forêt et profitent d'une source naturelle de combustibles, de nourriture et de fourrage pour les animaux. Les arbres produisent des fruits riches en nutriments et aident à restaurer les sols en dégageant l'azote et en les protégeant de l'érosion due au vent et à la pluie. La forêt cultivée mais qui se développe naturellement crée une source locale de bois de chauffage et de paillis, réduisant le temps passé à réunir du combustible pour cuisiner des plats et nettoyer les foyers. Cette pratique permet aussi de stopper la déforestation étant donné que les arbres qui sont utilisés comme combustibles sont remplacés par de jeunes plants et pris en charge par les agriculteurs. Au



Niger, de nombreux villages ont 10 à 20 fois plus d'arbres qu'il y a 20 ans. Le gouvernement étant accaparé par les conflits politiques, la gestion de la forêt appartient maintenant presque entièrement aux fermiers locaux qui sont les premiers bénéficiaires du RNGA.

Les sols sont les plus importants puits de carbone et aident à atténuer le changement climatique. Les sols sont à la fois une source et un puits de gaz à effets de serre. Ils contiennent à échelle mondiale deux fois plus de carbone que l'atmosphère et stockent plus de 4000 milliards de tonnes de carbone¹⁵.

En comparaison, les forêts stockent 360 milliards de tonnes de carbone sous la forme de biomasse de bois, et l'atmosphère plus de 800 milliards de tonnes sous la forme de dioxyde de carbone. Cela signifie que les sols contiennent environ 10 fois plus de carbone que ne le font les arbres. Avec l'appui d'une gestion responsable, les sols peuvent ainsi agir comme des puits de carbone pour contrebalancer le changement climatique .

¹⁵ Rapport de la Commission Technique Européenne, Biodiversité des sols : fonctions, menaces et outils, 2010.

¹⁶ Etudes de l'Institut pour une Durabilité Avancée, Les sols fertiles : cruciaux dans le combat contre la Faim et le changement climatique, 2012.

Les menaces sur Notre Sol Vivant

Le sol est la base de notre vie et de notre nourriture. 99% de notre nourriture provient des sols. Mais cette ressource vivante renouvelable est menacée. Elle est rendue non renouvelable à cause de l'érosion, des dégradations, de la désertification, d'une mauvaise gestion de la terre et de pratiques agricoles et de production d'énergie non durables. Les sols fertiles sont en train de disparaître sous la pression d'une urbanisation et d'un bétonnage incontrôlable, du développement des infrastructures et des mines. L'agriculture extractive a largement été responsable du célèbre « Dust Bowl » dans les années 1930 aux Etats Unis ce qui a mené à des pertes massives de qualité des sols.

« Le monde est en train de perdre environ 24 milliards de tonnes de sols fertiles chaque année en raison de l'érosion due au vent et à l'eau. La proportion de sols utilisables pour l'agriculture représente seulement 12% de la surface terrestre, et ne peut être restaurée en une génération humaine. La formation de 2.5cm d'une couche d'un sol fertile en humus prend 500 ans sur des terres utilisées pour l'agriculture » .

Le développement agressif d'une agriculture industrielle, depuis des décennies, de monocultures, basée sur les énergies fossiles et les produits chimiques ont perturbé l'harmonie entre les microorganismes et les minéraux dans les sols. Les monocultures chimiques rendent également les sols plus vulnérables aux sécheresses et contribuent ainsi à l'insécurité alimentaire. De plus, les choix influencés par le marché pour allouer des sols fertiles à la production d'énergie à travers les biocarburants tout autant que des habitudes de consommation non durables sont en train d'éloigner les terres de la production de nourriture, créant une rareté de



la terre et des conflits liés à la terre. L'appauvrissement des sols se fait à un taux de 10 à 40 fois supérieur à leur taux de renouvellement naturel . Ce qui représente 30% de nourriture en moins pour les 20 à 50 prochaines années . L'érosion des sols fait disparaître les nutriments . Le coût de la perte de ces nutriments correspond à 20 milliard de dollars par an. Le modèle industriel d'agriculture basé sur l'utilisation intensive de pétrole, d'énergies fossiles, et d'engrais chimiques a généré trois processus qui sont en train de détruire les sols, et impactent ainsi notre futur.

Dans un premier temps, l'agriculture industrielle détruit les sols vivants à travers les monocultures et les produits chimiques. Dans un second temps, le paradigme basé sur le pétrole intensifie l'utilisation d'énergies fossiles et crée une fausse mesure de la productivité qui présente un système improductif comme étant productif. La ruse consistant à réduire le travail productif et créatif en tant que simple « main d'œuvre », comme marchandise, en comptabilisant les personnes comme des coûts mais pas les énergies fossiles. Considérer les personnes comme des coûts implique que le moins de personnes il y a sur la terre, la plus productive l'agriculture devient.

Les paysans sont anéantis, les économies rurales sont détruites, la terre est vidée de ses individus et remplie par des toxines. Le travail créatif des paysans en tant que gardiens et rénovateurs des sols et de la biodiversité est remplacé par des produits chimiques mortels.

Le travail créatif de gardiens de la terre et de co-créateurs de sols vivants n'est pas un « coût » au sein du système alimentaire, mais l'externalité la plus importante des bonnes pratiques agricoles. Il ne peut pas être réduit à une main d'œuvre en tant que simple marchandise. Créer, conserver, régénérer des sols fertiles et vivants est l'objectif le plus important de la civilisation. Il s'agit d'une production régénératrice.

Troisièmement, les paysans déplacés inondent les villes. Il ne s'agit pas

¹⁷ Le Forum Mondial des Sols, Les sols fertiles, 2013.

¹⁸ Le Forum Mondial des Sols, Les sols fertiles, 2013.

¹⁹ Pimentel D., Etude compréhensive publiée dans le Journal de l'Environnement, du Développement et de la Durabilité, 2006.

²⁰ Forum Economique Mondial, Times, Que se passerait-il si les sols mondiaux disparaissaient ?, 2012.

²¹ Une Tonne de sols de qualité contient en moyenne 1-6kg d'azote, 1-3kg de phosphore, 2-30kg de potassium, alors que les sols de terres érodées ne comprennent seulement 0.1-0.5% de nitrogène.

d'un phénomène naturel ou inévitable. Cela fait partie du dessein de l'agriculture industrielle. L'explosion des villes enterre des sols fertiles sous le béton. L'équivalent de 30 terrains de football est consommé par le ciment et le béton chaque minute. Si la tendance de l'expansion urbaine continue, et si l'étalement urbain s'étend à son niveau maximal, la surface totale urbaine, qui est indissociable de la couverture des sols, va augmenter d'1.2 milliards de km² d'ici à 2030, une augmentation équivalente à la taille de l'Afrique du Sud.

Cela correspond à une multiplication par trois de la surface globale de terres urbaines depuis 2000. Les sols agricoles les plus fertiles sont souvent perdus au bénéfice de l'expansion urbaine, pour des villes qui sont habituellement construites sur des sols agricoles hautement productifs.

Les bonnes pratiques :

Le Mouvement National pour l'Arrêt de la Consommation des Sols, créé en 2008 en Italie, est un réseau de mouvements actifs de défense de territoires à risque d'utilisations inutiles, de projets immobiliers imposés et endommageant, souvent approuvés sans consensus participatif. Ce mouvement fait partie du 'Forum National pour la Sauvegarde des Paysages-Défense du Territoire' qui depuis 2012 collecte des données à travers l'Inde sur des bâtiments non utilisés pour montrer le potentiel disponible comme une alternative à de nouvelles constructions sur des terres fertiles.

Le couplage des sciences écologiques et des sagesses anciennes nous apprend que toute vie dépend des sols. Mais sans y réfléchir nous sommes dans l'illusion que le progrès humain est proportionnel à la vitesse à laquelle nous détruisons, enterrons et consommons les sols. L'urbanisation incontrôlée, les méga mines, les autoroutes géantes et les projets d'infrastructure gigantesques sont des cimetières de sols fertiles. Nous oublions que la vie naît des sols, et non du béton et du macadam.



Les soins aux sols – La restauration des sols et le rajeunissement des sols

La Loi des Sols est la Loi de la Vie. Elle est basée sur la Loi du Retour, pour rendre aux sols le cadeau de fertilité et de nutrition que la terre nous donne. Une relation extractive aux sols est basée sur l'extraction de la fertilité des sols et un processus linéaire. La Loi du Retour – du rendu – a veillé à ce que les sociétés créent et maintiennent des sols fertiles et puissent être supportées par des sols vivants pendant des milliers d'années. La Loi de l'Exploitation – qui consiste à prendre sans rendre – a mené à un effondrement des civilisations. Du sol nous pouvons apprendre la diversité, la mutualité, la circularité et la loi du retour, la gratitude et l'humilité.

Ce principe écologique est absent dans le paradigme dominant basé sur une idée fautive selon laquelle nous sommes séparés et indépendants de la terre et qui définit les sols comme une matière morte.

Les bonnes pratiques :

Un exemple Africain d'agriculture et de connaissance durables. Yacouba Sawadogo est un agriculteur musulman de l'Ouest Africain, du Burkina Faso qui, depuis les années 1980, a utilisé avec succès les techniques agricoles traditionnelles locales (zai) afin de restaurer les sols endommagés par la désertification et la sécheresse. Sawadogo est un activiste de la diffusion de ces techniques et il organise des rencontres d'agriculteurs venant de tous les villages de la région, au cours desquelles connaissances, suggestions et graines sont échangés. En 20 ans, son travail a permis de créer une nouvelle forêt de plus de 20 hectares.

La Loi des Sols est la Loi de la Vie. Elle est basée sur la Loi du Retour, pour rendre aux sols le cadeau de fertilité et de nutrition que la terre nous donne. Une relation extractive aux sols est basée sur l'extraction de la fertilité des sols et un processus linéaire. La Loi du Retour – du rendu – a veillé à ce que les sociétés créent et maintiennent des sols fertiles et puissent être supportées par des sols vivants pendant des milliers d'années. La Loi de l'Exploitation – qui consiste à prendre sans rendre – a mené à un effondrement des civilisations. Du sol nous pouvons apprendre la diversité, la mutualité, la circularité et la loi du retour, la gratitude et l'humilité.

Ce principe écologique est absent dans le paradigme dominant basé sur une idée fautive selon laquelle nous sommes séparés et indépendants de la terre et qui définit les sols comme une matière morte.

Les bonnes pratiques :

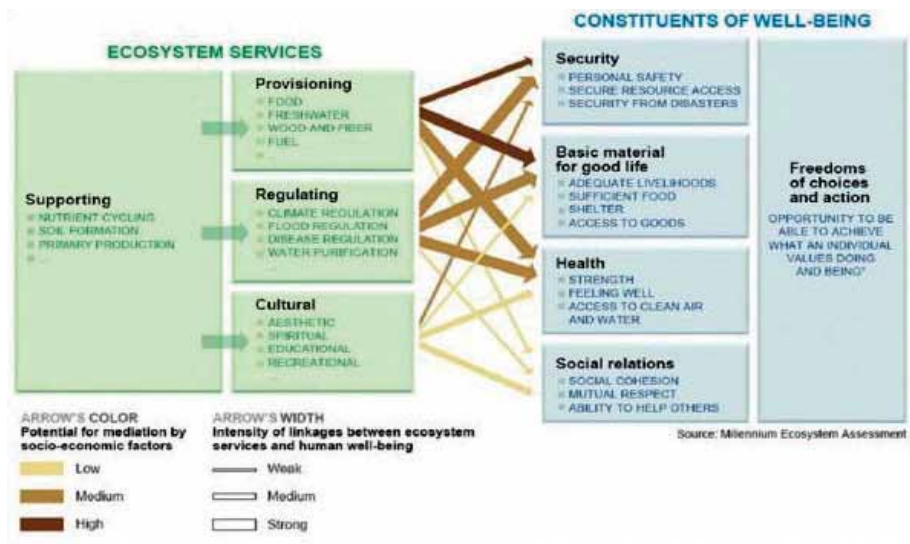
Un exemple Africain d'agriculture et de connaissance durables. Yacouba Sawadogo est un agriculteur musulman de l'Ouest Africain, du Burkina Faso qui, depuis les années 1980, a utilisé avec succès les techniques agricoles traditionnelles locales (zai) afin de restaurer les sols endommagés par la désertification et la sécheresse. Sawadogo est un activiste de la diffusion de ces techniques et il organise des rencontres d'agriculteurs venant de tous les villages de la région, au cours desquelles connaissances, suggestions et graines sont échangés. En 20 ans, son travail a permis de créer une nouvelle forêt de plus de 20 hectares.

Aucune technologie ne peut prétendre nourrir le monde en même temps qu'elle détruit la vie dans les sols. C'est pour cette raison que la croyance qui énonce que la Révolution Verte ou le génie génétique nourrissent le monde est fautive. Intrinsèquement ces technologies sont des monocultures basées sur l'utilisation d'intrants chimiques, une recette tuant la vie des sols et accélérant l'érosion des sols et leur dégradation. Des sols dégradés et morts, des sols sans matière organique, des sols sans micro-organismes, des sols sans capacité de stockage d'eau, créent des famines et une crise alimentaire, ils ne créent pas la sécurité alimentaire.



C'est particulièrement vrai en temps de changement climatique. Non seulement l'agriculture industrielle est responsable de 25% des gaz à effets de serre contribuant au changement climatique, elle est aussi plus vulnérable à ce phénomène. Les sols composés de matière organique sont plus résilients aux sécheresses et aux extrêmes climatiques. Et l'augmentation de la production de matière organique grâce aux systèmes de biodiversité intensifs, qui sont en conséquence des systèmes de photosynthèse intensifs, est la manière la plus effective de capter le dioxyde de carbone de l'atmosphère dans les plantes, et ensuite dans les sols à l'aide de la Loi du Retour.

Ce sont nos paysans qui, en pratiquant l'agriculture écologique, redonnent de la matière organique aux sols, augmentent la fertilité des sols,



²² Schwartz J.D., Soil as Carbon Storehouse : New Weapon in Climate Fight?, 2014.

²³ *Ibidem.*

²⁴ Capra F., Industrial Agriculture, Agroecology and Climate change, 2014.

²⁵ Roulac J., The Solution Under Our Feet - Regenerative Organic Agriculture, Ecovatch, 2015.

et sont la fondation de notre nourriture et de notre futur. En pratiquant l'agriculture organique, ils permettent aussi de conserver l'eau et d'absorber le dioxyde de carbone de l'atmosphère, combattant ainsi le changement climatique.

Prendre soin des sols, implique de prendre soin des organismes vivants dans les sols. Maximiser le retour de la matière organique dans toute sa diversité permet une augmentation de la nourriture disponible pour les sols et des nutriments pour les plantes à travers l'action des micro-organismes du sol. Ces nutriments deviennent des nutriments pour notre corps à travers les plantes et la nourriture que nous ingérons. Une graine vivante devient un sol vivant et le sol vivant redonne naissance à une graine vivante.

Selon l'UNCCD, 2 milliards d'hectares de terres dégradées à travers le monde (une surface plus grande que l'Amérique du Sud) ont le potentiel pour être réhabilitées et restaurées. Restaurer les sols des écosystèmes dégradés a un potentiel de stocker jusqu'à 3 milliards de tonnes de carbone par année. Cela est l'équivalent d'un stockage de 30% des émissions annuelles de CO² des combustibles fossiles .

Les sols cultivés à l'échelle mondiale ont perdu entre 50 et 70% de leurs stocks originels de carbone. Une partie compose la proportion estimée de 500 millions d'hectares de terres agricoles abandonnées qui ne servent à aucuns buts productifs ou écologiques. En restaurant la santé des sols sur ces terres dégradées, nous ne ferions pas seulement augmenter la production de nourriture mais nous pourrions potentiellement séquestrer entre 1 à 3 millions de tonnes de carbone équivalent au tiers des émissions annuelles de CO² des combustibles fossiles – et en même temps éviter d'autres émissions liées à la déforestation ou à la destruction des zones humides.

Nous avons besoin d'un nouveau pacte avec la terre et les sols. Un pacte qui reconnaît que nous sommes les sols, que nous nous développons grâce aux sols, que nous sommes supportés par les sols. Il s'agit d'u-



ne nouvelle renaissance. La nouvelle renaissance est le nouvel éveil à la compréhension que les sols sont vivants et que prendre soin des sols est le travail le plus important que les paysans font.

Des sols en bonne santé et dont on prend soin donnent en conséquence de la nourriture bonne et nutritive. Quand le rôle important des paysans en tant que fournisseurs de santé et bâtisseurs des sols sera reconnu, l'agriculture ne sera plus vue comme arriérée, primitive et proie à la conquête par l'industrialisation et l'urbanisation. Les agriculteurs récompensés pour leur rôle écologique et social pourront rester sur leurs terres et ne se déplaceront pas en tant que réfugiés des sols vers les espaces urbains. Un nouvel équilibre entre la ville et la campagne émergera du nouveau pacte avec les sols.

La défense des sols, la défense des droits des individus pour rester dans sur les terres qu'ils considèrent comme leur maison, la défense d'une diversité culturelle sont les réponses aux crises écologique, économique et culturelle de notre époque. Nous ne devons pas mesurer le progrès humain sur la base de la quantité de ciment enfouie dans les sols, mais plutôt sur la proportion de sols réclamée et libérée et travailler pour le ré-établissement d'une harmonie dans les sols. Les graines et les sols vivants sont les fondations de sociétés vivantes et durables.

Section III

La Nouvelle Agriculture

La nouvelle agriculture dont le monde a besoin intègre de nombreux éléments issus de l'agriculture paysanne et des pratiques agricoles anciennes aux dernières connaissances des sciences écologiques. L'agroécologie et l'agriculture régénératrice apparaissent aujourd'hui à travers le monde comme une alternative à l'agriculture industrielle. Ces alternatives diffèrent radicalement du modèle dominant d'agriculture industrielle, basée sur les combustibles fossiles et les produits chimiques, qui est extractive de deux façons : par l'utilisation de pétrole et de par son résultat qui vole la fertilité des sols.

La nouvelle agriculture est profondément basée sur des sols en bonne santé et vivants. La fertilité des sols y est privilégiée et aide considérablement à réduire la dépendance aux combustibles fossiles. C'est aussi une agriculture écologiquement intensive et productive. L'intensité de la production n'est pas construite sur une utilisation élevée d'intrants extérieurs mais est plutôt enraciné sur la diversité, les cultures multiples, la rotation, le paillage et les cycles agronomiques bien coordonnés qui combinent les sols, les cultures et les animaux dans un équilibre total.

La fabrication d'un bon fumier est un ingrédient essentiel, tout comme l'élevage et la sélection aident à ajuster les plantes et les animaux aux conditions locales, sécurisant ainsi une adéquation optimale des ressources.

La main d'œuvre est un autre pilier indispensable de la nécessaire nouvelle agriculture. Tandis que l'agriculture industrielle fait tout pour réduire l'apport de main d'œuvre – et pour augmenter l'utilisation de combustibles fossiles – la nouvelle agriculture fait tout le contraire. Le travail redevient central dans le processus de production agricole. La besogne



est réduite grâce au design de techniques intelligemment tournées vers les compétences et les besoins en énergie sont produits sur la ferme elle-même. Le travail implique au sein de cette nouvelle agriculture, la carrière de la connaissance. Il s'agit d'une connaissance des sols, des animaux, des cultures et de la façon dont elles interagissent. C'est toujours un savoir localisé qui reflète les spécificités de l'endroit. Il s'agit aussi de connaissances sur comment la fertilité des sols peut être enrichie, augmentant ainsi la productivité globale. De la même manière, il s'agit du savoir sur comment éviter l'érosion, la dégradation et la perte d'eau.

La centralité de la terre, des sols et du travail font de la nouvelle agriculture une source importante d'emploi productif et de génération de revenu. Elle offre plus particulièrement aux jeunes des opportunités nouvelles et attractives pour gagner leur vie. Le rôle des femmes est fondamental. D'une part, elles sont les gardiennes de la diversité génétique, d'autre part, elles sont en charge de la transformation et de la cuisine d'aliments. Ainsi, les femmes connectent les terres et la consommation, tout comme elles sont l'axe principal qui connecte le social et l'économie. L'héritage de l'agriculture est dans les mains des femmes qui sont les transmetteurs de la connaissance aux générations futures.

La nouvelle agriculture prend racine dans des institutions dans lesquelles le rapport mains d'œuvre-terre est important telles que les fermes familiales, la communauté rurale et les biens communs. Il y a les biens communs traditionnels comme les pâturages partagés et les lieux de pêche. Il y a aussi de nouveaux biens communs. Comme par exemple les marchés paysans autogérés qui délivrent de la nourriture diversifiée, fraîche et de grande qualité aux villes. Les sols en bonne santé, la connaissance sur leur maintien, et les banques de graines, sont d'autres exemples de nouveaux ou de biens communs revitalisés. Ensemble, ces institutions servent la démocratie à un niveau économique. Elles constituent aussi un fondement solide pour la souveraineté alimentaire.

La nouvelle agriculture est auto-suffisante. Les ressources principales nécessaires à la production sont produites et reproduites sur la ferme elle-même ou à l'échelle de la communauté rurale. Cela s'applique particulièrement à l'énergie. Au lieu d'être un importateur net d'énergie, la nouvelle agriculture produit de l'énergie. Elle aide aussi à rafraîchir la planète.

Au lieu de contribuer aux émissions de gaz à effet de serre (environ 25% de tous les gaz à effet de serre sur le globe proviennent de l'agriculture industrielle), elle aide à séquestrer le carbone. Enrichir les sols et renforcer leur biologie aide à fixer le dioxyde de carbone et simultanément réduire les besoins en engrais chimiques. Des sols en bonne santé vont aussi aider à réduire, couplé avec des haies et d'autres zonages micro-écologiques, les pressions de maladies. En dernier lieu, des sols bien développés aident à maintenir et à augmenter la biodiversité.

La recherche à travers le monde a montré que l'agriculture organique augmente la quantité de carbone dans les sols, faisant des sols le plus grand puit de carbone et le plus important réservoir d'eau. Avec un potentiel moyen de capture de 2 tonnes de dioxyde de carbone par hectare chaque année, l'agriculture organique a le potentiel de séquestrer 10 gigatonnes de dioxyde de carbone, soit l'équivalent de la quantité nécessaire à retirer de l'atmosphère si on veut garder le carbone atmosphérique en dessous de 350 parts par million, et l'augmentation de la température moyenne à 2 degrés centigrade. 1% d'augmentation en matière organique des sols peut augmenter la rétention d'eau des sols jusqu'à 80 litres par hectare. Si la matière organique du sol augmente de 5%, l'eau contenue dans les sols augmentera à plus de 300 000 litres par hectare²⁶.

La résilience climatique par l'agriculture organique est la réponse à la sécurité alimentaire, à l'insécurité de l'eau, à la vulnérabilité climatique, et à l'apparition de millions de réfugiés climatiques des sols. C'est le chemin vers la paix dans une période de multiplication des conflits. La nouvelle agriculture fait partie de l'économie circulaire. Elle produit ce dont elle a besoin, elle est auto-suffisante, et elle peut absorber les chocs comme elle aide la société dans son ensemble à également absorber les chocs. S'il y a de la circularité dans les relations ville-campagne, les crises économiques peuvent être surmontées de manière plus efficace. La nouvelle agriculture produit aussi bien moins de déchets et aide à absorber les déchets des villes de manière productive et efficiente.

La nouvelle agriculture a beaucoup à offrir aux villes. Elle ne fournit pas seulement de la nourriture saine, bonne et attractive mais fournit aussi un environnement attirant et accessible dans les espaces entourant les villes.

²⁶ Leu A., Practice and Policy for Building Resilience, Adaption and Mitigation of the Agriculture Sector to Climate Change, Forum Mitigating Negative Effects of Climate Change on Agriculture, Indonesia, 2014.



Cet environnement est riche en nature et en biodiversité, avec des magnifiques paysages, et offre de multiples opportunités aux jeunes urbains de se rendre à la campagne et d'apprendre à propos de la vie et de ses origines. La nouvelle agriculture supporte aussi le développement de l'agriculture urbaine. De toutes ces façons, la nouvelle agriculture aide à augmenter la qualité de vie urbaine, tout comme elle vitalise la campagne et améliore la qualité de vie rurale. De cette manière la ville et la campagne deviennent complémentaires à nouveau (comparativement à la vision linéaire qui place la ville en opposition totale à la campagne)

A un niveau global, la nouvelle agriculture, basée sur l'intensification du recyclage local de nutriments au travers de l'intégration des cultures-bétail, représente localement une fin à certains des déséquilibres majeurs qui caractérisent actuellement l'agriculture mondiale. Dans cette veine, un exemple en est l'extraction massive de nutriments des sols Argentins, ou du Cerrado au Brésil pour la culture de soja, qui sont ensuite exportées en Europe pour nourrir les animaux dans des fermes-usines où la surproduction de fumier pollue les terres, l'eau et l'air.

Un autre déséquilibre majeur réside dans l'utilisation de terres fertiles arables pour la production de grains pour alimenter le bétail (situé dans d'énormes parcs d'engraissement), pendant qu'au même moment des grands espaces de prairies dans les collines et les montagnes restent inoccupés. Aussi, 70% des pauvres de ce monde sont des ruraux qui sont liés, d'une manière ou d'une autre, aux activités agricoles. En contraste complet avec cette pauvreté rurale massive il y a cette énorme richesse accumulée dans des empires massifs d'alimentation. Finalement, un autre déséquilibre est l'inégale distribution de la production de nourriture entre différents pays et différentes régions.

De nouvelles études ont ouvert l'horizon politique, montrant que l'agriculture organique et la protection et l'amélioration de la fertilité des sols va main dans la main avec la préservation de la terre face à des catastrophes climatiques. La capacité à séquestrer du carbone dans les sols, grâce aux engrais organiques et à un nouveau modèle d'agriculture durable, est un message puissant à tous les citoyens du monde. Tout le monde peut avoir une main sur la construction d'un nouveau modèle économique et social en contribuant au cycle du renouvellement de la fertilité.

Des tendances positives

Nous sommes pleinement conscients que d'aller au-delà des dissimilarités, des disparités et des déséquilibres que nous avons mentionné, et créer de nouvelles agricultures, impliquent des processus de transition longs, complexes et difficiles.

Ils vont certainement générer des contradictions qui seront difficiles à résoudre. En même temps, cependant, ce sont des points de départ prometteurs. Ceux-ci peuvent être trouvés, parmi d'autres, dans les larges communautés de paysans de ce monde, dans l'agriculture à faible entrée d'intrants qu'ils ont développé, dans leurs connaissances et pratiques agro-écologiques, dans les nouveaux marchés paysans et les systèmes d'irrigation gérés par les paysans eux-mêmes.

Au Nord il y a également des points de départ prometteurs. Par exemple, l'agriculture organique bien développée, les nombreuses spécialités régionales, la multifonctionnalité de l'agriculture nouvellement découverte qui aide à construire de nouveaux ponts entre l'agriculture et la société plus vaste.

Par-dessus tout, cependant, c'est la volonté grandissante à la fois des producteurs et des consommateurs de changer drastiquement la manière dont nous produisant et consommons la nourriture, qui va aider à construire la nouvelle agriculture dont le monde a cruellement besoin.

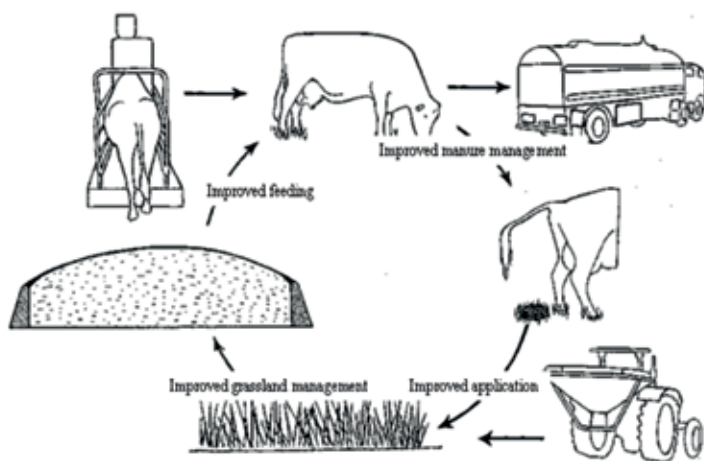


Les bonnes pratiques :

Aux Pays-Bas la Northern Friesian Woodlands est une association de fermiers de 1000 membres pour une surface de 50 000 hectares. Au-delà du maintien des paysages et du renforcement de la biodiversité un pal d'autres activités est organisé : de la production d'énergie (en partie reposant sur le bois de nombreuses haies) au développement de nouvelles formes d'autorégulation. Une attention particulière est aussi donnée à ce que les fermiers ici appellent 'l'agriculture cyclique' – qui veut dire que les cycles biologiques et agronomiques sont compris comme la fondation et la force de l'agriculture locale.

Les sols ont un rôle stratégique dans ces processus circulaires. A l'aide d'une méthode propre aux paysans, ceux-ci ont commencé à améliorer le fumier produit par leurs troupeaux (voir schéma plus bas). Un système d'alimentation du bétail adapté était stratégique à cette fin.

A son tour le fumier amélioré a permis d'enrichir et de renforcer la biologie des sols. Ainsi les fermiers ont pu réduire leur consommation d'engrais et, dans de nombreux cas, éliminer complètement les engrais chimiques. De manière notable, les sols améliorés ont eu des rendements d'herbes plus importants qu'auparavant. Combiné avec un fauchage relativement tardif, cela a donné des aliments de bétail d'une bien meilleure qualité (moins de protéines, plus de structure). Le stress sur les troupeaux a été réduit, améliorant la longévité, et donnant une meilleure qualité de fumier. Tout cela contribue fortement au bien-être des fermiers, des terres, de la nature et à la qualité des produits.



L'imposition de l'agriculture industrielle

Depuis le début du XX^{ème} siècle les Etats-Unis sont entré dans l'agriculture de la Vieille Europe, et ensuite celle du reste du monde, avec la diffusion du maïs hybride. A la suite de la Seconde Guerre Mondiale, le Plan Marshall n'a pas seulement conduit à un nouveau modèle agricole mais a représenté aussi la fin de l'agriculture en tant que sphère autonome, à la fois sur les plans économique et culturel.

Depuis les années 1950, l'agriculture en Europe est devenue une annexe de l'industrie et du secteur agrochimique. La diffusion des semences hybrides a été le Cheval de Troie pour faire diffuser un modèle général d'utilisation des terres, de l'eau, des ressources naturelles, de réduction de la biodiversité agricole, et d'autres encore . La stratégie actuelle des OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) est un exemple similaire à ce précédent historique. Les forts rendements de la production de maïs hybride dans les campagnes Européennes étaient le porte-étendard utilisé pour déraciner l'ancienne agriculture organique.

Mais, comme cela est bien connu, les graines hybrides ne peuvent être efficaces sans engrais chimiques. Paul Bairoch, historien de l'économie français, a montré que les rendements du blé des plus importantes nations Européennes, depuis le début des années 1900 jusqu'en 1985, ont été multiplié par 3 à 4 . Cependant, à la même période la consommation d'engrais chimiques, a été multipliée par 9 en Allemagne, par 17 en Italie, et par 20 en Espagne. L'abondance de nourriture, louée par les partisans de l'agriculture industrielle, n'est pas seulement basée sur des miracles technologiques ou génétiques, mais sur le pillage des ressources en énergie fossile. De la même manière, la Révolution Verte, de 1950 à 1985 a permis d'accroître la production de grain mondial de 250%. Un immense succès il paraîtrait. Mais en parallèle l'uti-

²⁷ Bairoch P., Les trois révolutions agricoles du monde développé: rendements et productivité de 1800 à 1985, 1989.

²⁸ Allen Pfeiffer D., Eating fossil fuels, 2006.



lisation des combustibles fossiles dans l'agriculture a augmenté de 5000% ! Nous savons que les engrais chimiques détruisent les micro-organismes des sols, les rendent stériles, les exposant à l'érosion, les rendant incapables de retenir l'eau etc... L'agriculture organique ainsi que les phénomènes de rétablissement et de la formation d'humus, de la stabilisation et de la préservation de cet écosystème, du sol, qui peuvent effectivement aider à réduire le changement climatique sont d'importance majeure. Ainsi, tout le monde peut se joindre à la réduction du réchauffement de la planète par exemple en aidant à transformer les résidus de nourriture et de matière organique produits au sein de la ville en compost qui va ensuite permettre de construire la fertilité de sols séquestrant le carbone.

L'échange de matière organique entre la ville et la campagne a été une règle pendant des siècles à travers le monde. Le fumier obtenu par le compost, a déclaré Ehrenfried Pfeiffer, le célèbre agronome biodynamique, s'il est bien fait, a un pouvoir deux fois plus important que le fumier de bétail. Ce message universel est en train de se diffuser et est de plus en plus adopté par les individus à travers le monde et appliqué dans leurs vies quotidiennes.

UN APPEL À L'ACTION:

Devenez un défenseur de l'agriculture organique :

En transformant les résidus de nourriture et de matière organique produits dans sa communauté ou dans sa ville, en compost ; en développant des jardins potagers dans des espaces urbains inutilisés, plus particulièrement dans des espaces de friches industrielles, pour éviter qu'ils deviennent des projets immobiliers. Cela permettrait aussi d'améliorer la qualité de l'air et de réduire les très fortes températures estivales ; en séparant et en recyclant les déchets pour réduire les gaz à effet de serre. La partie organique devient du compost qui va rendre les sols fertiles au lieu de polluer les terres ; la biomasse devrait être collectée dans les zones rurales afin d'éviter la combustion des branches élaguées qui libère du CO² dans l'air, contribuant à l'effet de serre ; la biomasse provenant de la campagne devrait aussi être réutilisée en compost, en granulés, pour son bois, la cellulose pour le papier, etc. ; adoptez les pratiques agricoles qui évitent le labour continu des sols (par exemple : la permaculture et l'agriculture synergique).

Section IV

Nouvelle économie circulaire

Le sol, lorsqu'il est traité en tant que ressource renouvelable, engendre une économie circulaire. Une économie circulaire transforme la part non utilisée de la production en contribution pour un autre processus, créant un atout précieux pour des cycles sans fin.

Une économie circulaire favorise l'équilibre entre la production et la consommation, en recyclant tous les aspects importants dans le temps et dans l'espace. Cela reste un constat saisissant comparé à l'attitude anciennement adoptée quant à la « disponibilité » de la terre. L'agriculture industrielle se conforme à une économie linéaire qui dépend de l'extraction du pétrole et de l'utilisation de produits chimiques. Cela mène à une production inutile, considérée comme des déchets inutilisables, plutôt que comme faisant partie d'un cycle naturel. Il n'y a aucun retour sur la capacité de prise en charge de ce système, préférant séparer production et consommation, menant inévitablement à une accumulation inutile de matière non-utilisée.

Une nouvelle économie devrait garantir que la consommation ne dépasse pas les taux de production et que la production non-utilisée n'aille pas au-delà de ce que le système peut traiter.

Le sol devrait être considéré comme la base pour revenir à une économie circulaire. Il fournit l'environnement physique dont les organismes vivants ont besoin pour se développer, et crée une valeur biologique plutôt



qu'une valeur ajoutée, ce qui amène la matière non-utilisée à devenir des nutriments auto-régénératifs. L'agriculture écologique fait en sorte que les procédés de production fertilise le sol et que l'on puisse rendre à la terre la production organique non-utilisée, alors que l'agriculture industrielle encourage l'exploitation et le traitement de la matière et de l'Homme de sorte qu'il voit naître les prémises de sa propre disparition. L'économie linéaire est donc violente alors que l'économie circulaire est pacifique, et promeut la coopération et l'intégration.

Le modèle dominant actuel favorise l'inégalité et le clivage entre finance, économie, et nature, avec son approche unique. Au contraire, le nouveau modèle nécessaire promeut une « biodiversité économique » allant de pair avec une biodiversité naturelle : des marchés différents, des systèmes financiers différents qui devront s'adapter et répondre aux conditions des cycles naturels et des actions humaines, et non l'inverse.

La finance et l'économie doivent être mises au service de la société, en ne faisant qu'un, comme un moyen et non comme une fin. De ce fait, nous devons dépasser l'utilisation du PIB (Produit Intérieur Brut) comme indicateur de richesses, et le remplacer par des indices de bonheur et de bien-être.

Une nouvelle économie basée sur le sol est obligatoirement locale. Cela créera de nouveaux comportements et nouvelles règles concernant l'admissibilité, basés sur l'utilisation plus que sur l'échange. Les éléments moteurs de l'urbanisation et du consumérisme seront extrêmement ralentis par le fait que les sociétés commenceront à comprendre la valeur transcendante de la santé biologique de la terre. La finance ne cherchera plus à accumuler un capital non-productif, mais souhaitera une connexion plus directe avec la production. Le sol, plutôt qu'être considéré comme un ingrédient de biens fonciers ou une matière brute, sera maintenant vu comme un nouveau moyen de production.

Finance

La finance devrait être un outil au service de l'économie réelle. Elle devrait procurer un capital pour les activités humaines et aider à gérer les risques. En réalité, une grande majorité des activités financières ont presque complètement perdu leur rôle social et se sont transformées en une fin en elle-même qui produit toujours plus d'argent.

Pour atteindre les taux de profit visés par les spéculateurs, la finance doit sans cesse croître à des taux toujours plus élevés que ceux naturels. Ces dernières années, une telle croissance a pu exister de 2 façons. La première, à travers l'extraction toujours croissante de la valeur de l'activité humaine ou des ressources naturelles, résultant en une compétition impitoyable qui empiète sur les Droits de l'Homme, les règles environnementales, et les conditions de Travail. La deuxième, à travers la création de bulles financières géantes, dans lesquelles les profits sont privatisés et dont les pertes, quand ces bulles éclatent, sont endurées par le public et les citoyens. De plus, même si cela fait un moment que la monnaie n'est plus directement reliée à l'or ou à d'autres biens précieux, il semble qu'aujourd'hui elle soit de plus en plus détachée d'une quelconque valeur ou activité humaine.

La terre était autrefois un indice de bien-être, remplacée aujourd'hui par l'argent, qui lui a tendance à tout indiquer. C'est encore un autre aspect de la finance : nous avons perdu le contact entre l'argent et la terre, puis entre l'argent et les activités réelles. Un clivage net s'est créé entre l'économie et la finance, mais d'un autre côté les activités financières ne sont pas un jeu



séparé du monde réel mais plutôt le contraire, elles ont un impact énorme sur la nature et les Hommes. Une telle séparation devient évidente lorsque l'on s'attarde sur les taux de rentabilité. La terre peut tous nous combler en terme de nourriture et de biodiversité. Malgré cela, elle est loin de pouvoir combler les attentes gourmandes de la spéculation financière. Le désir croissant de profits toujours plus grands est l'un des principaux moteurs dans l'exploitation des terres. Ce n'est pas juste une question de vouloir que cette approche soit « durable », nous devons totalement retourner la question : les rendements naturels doivent être les principaux moteurs et la finance doit s'adapter aux cycles naturels et aux productions.

On peut utiliser un argument similaire concernant le calendrier. Les activités agricoles existent en fonction des saisons, années, voire décennies. La plupart des transactions, elles, se font selon les côtes en Bourse avec le « trading à haute fréquence », réglé en millième de seconde. Encore une fois, il est tout simplement absurde de prétendre pouvoir plier le calendrier de la nature aux attentes de la spéculation financière. Une nouvelle économie circulaire adopterait une « slow finance » qui s'adapterait et correspondrait aux cycles naturels.

A travers divers instruments financiers, tels que les dérivés ou les fonds indiciels, les financiers spéculent sur les prix de la nourriture et des marchandises.

Des sommes gigantesques sont négociées tous les jours, 24h/24, au sein du marché boursier, causant instabilité et fluctuations.

D'un autre côté, des centaines de millions de fermiers et paysans sont complètement exclus des services financiers ou des accès aux crédits. Paradoxalement, ce sont ces mêmes personnes qui sont gravement touchées par ce système. En d'autres termes, il y a trop d'argent dans le système financier qui cherche sans cesse à faire plus de profits, alors qu'il existe d'énormes besoins et que les activités manquent cruellement de ressources. En fait, l'offre et la demande monétaires ne correspondent pas du

tout. Le système financier actuel est l'échec le plus scandaleux des temps modernes.

La course aux profits toujours plus élevés et au financement de chaque activité humaine essaie de réduire la terre en un atout financier. L'expropriation des terres en est l'exemple le plus concret. La terre est et doit être considérée comme un bien commun et ainsi être exclue des processus financiers qui ont pour seul but d'extraire tous les rendements possibles.

Une nouvelle économie doit ainsi donc donner fin à ce jeu inéquitable et retourner la finance vers la société et le peuple en respectant le calendrier et les cycles naturels. Se diriger vers un tel changement n'est pas une question de difficultés techniques, mais plutôt de choix politiques. D'un côté, plusieurs propositions ont été mises en avant ces dernières années : une taxe sur les transactions financières, la séparation des banques de commerce et des banques d'investissement, interdire l'utilisation spéculative des dérivés, notamment des marchandises, des matières premières, etc.... D'un autre côté, l'éthique et la finance alternative montrent concrètement qu'un modèle financier totalement différent n'est pas une utopie. Il offre même une réponse concrète et une voie que des dizaines de millions de personnes ont déjà adoptée. La finance pourrait et devrait être considérée comme une solution et non pas comme un problème.



Commerce

Le commerce est une activité humaine fondamentale depuis des millénaires. Les voyages et trajets des marchands ont significativement modelé le développement des économies tout comme les échanges culturels et l'histoire des peuples.

Actuellement, le système dominant promeut le « libre échange », qui efface toutes les barrières ou contraintes de la circulation globale des biens, des services, et des capitaux. Cela inclut même toutes les législations qui protègent les travailleurs ou consommateurs, et les législations environnementales puisqu'elles représentent une menace pour le libre-échange.

De l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) aux accords bilatéraux, tel que le Traité Transatlantique et les Partenariats d'Investissement (TTPI) maintenant en débat entre les Etats-Unis et l'Union Européenne, le même but a toujours prévalu : la création d'un marché mondial unique, une approche générale où les règles sont faites sur mesure pour les plus grandes firmes. Pour les multinationales, « liberté » signifie la liberté de tirer profit de chaque activité, qu'elle soit humaine ou naturelle.

La vision actuelle mène directement à une course sans fond, où le but des gouvernements est non pas de protéger leurs citoyens et leur terre, mais plutôt d'attirer les capitaux et de gagner la compétition interna-

tionale pour leurs entreprises. Tout est fait pour réduire les coûts de production et gagner la course, en écrasant les Droits de l'Homme, exploitant la terre et l'environnement, en utilisant couramment les paradis fiscaux, etc...

D'ailleurs, le « prix » se réfère seulement au travail et aux matières premières. Les impacts sur la nature, notamment ceux liés aux transports internationaux des biens, sont des externalités qui n'ont pas à être considérées. Même d'un point de vue économique, une telle compétition, si débridée, mène à la formation d'oligopoles dans lesquels peu d'entreprises contrôlent la totalité du marché.

Quel sens donner à la compétition internationale dans de telles conditions ? Est-ce qu'un match de boxe entre le champion du monde poids-lourds et un enfant de primaire est juste ? Est-ce que les mêmes règles devraient être appliquées à tous sans condition ? Bien trop souvent, les règles du commerce international sont écrites par ceux qui en bénéficieront.

Cet oligopole dirige la chaîne de nourriture. Face à des millions de producteurs et des millions de consommateurs, seulement une poignée de méga-multinationale contrôle les lignes internationales d'approvisionnement et impose les prix, les rythmes, et les productions. Il y a un grand manque de transparence dans les mécanismes actuels, y compris au niveau des prix, mais aussi une distance qui n'a de cesse d'augmenter entre ceux qui vivent et travaillent la terre, et ceux qui fixent les prix de la nourriture et de la production.

Cette approche intenable concerne toutes les activités, en particulier celle de la terre. En agriculture, nous sommes témoins d'un processus de standardisation de la production et de la consommation, de la tentative de breveter les graines ou toutes formes de vie, de l'accaparement des terres où même le sol est réduit à un atout d'achat et de vente, selon la logique du marché et des profits.



Une nouvelle économie circulaire repose sur un modèle d'activités de négociations complètement différent. Un modèle dans lequel les règles sont dictées par les besoins de la nature et de la société, et non pas par le profit. Cela promeut une production locale et la réduction des transports. Encore plus important, nous n'avons pas besoin d'un marché unique et uniforme, mais de plusieurs marchés distincts, chacun avec ses propres règles et spécificités. Un système de sphères concentriques qui commence par la sphère « 0km » d'un marché local, puis la sphère régionale, etc...

Une telle approche ne dénigre pas l'existence du commerce à une échelle internationale, mais place le commerce global dans une autre perspective. Il considère le commerce comme analogue à la biodiversité, plutôt qu'à l'entente omniprésente sur les revendications destinées au maximum de profits pour les plus forts.

Comme la finance éthique a déjà pu le montrer, un modèle financier radicalement différent fonctionne. Par exemple, pendant des décennies, le mouvement pour le commerce équitable a été une alternative aux mécanismes dominants actuels. La collaboration remplace la compétition, les aspects financiers et économiques prennent place dans un débat plus général sur le développement des communautés locales en accord avec les questions de l'environnement, de la solidarité, et de la création de relation de long-terme. L'approche réductrice où les aspects économiques et financiers sont les seuls facteurs pris en compte a été substituée par un système holistique, dans lequel les facteurs naturels, environnementaux, culturels et sociaux retournent au centre de l'attention, essence et rôle du commerce.

Légalité

Aux yeux de la finance et du commerce, les lois et réglementations sur les terres et l'agriculture sont faites pour satisfaire les attentes de seulement un certain nombre de géants du commerce. Cela inclut des lois qui favorisent les OGM, et promeut le brevetage des semences en pénalisant la biodiversité, etc... De ce point de vue, il faudrait garder à l'esprit la légitimité et même la nécessité des luttes et protestations qui prennent place contre les normes injustes et les accords internationaux.

De plus, la globalisation économique crée de nombreux impacts négatifs. En plus de toutes les inégalités croissantes entre les pays et au sein des pays, un côté plus sombre d'un système d'économie et de finance unique est l'économie criminelle, alimentée et soutenue par des négociations illégales telles que le trafic humain, les trafics de drogues et d'armes, qui ne connaissent pas de frontière. Simultanément aux activités criminelles, le crime organisé a développé une capacité d'infiltration croissante au sein du système des affaires, en l'utilisant comme lieu de prédilection pour blanchir l'argent obtenu par des activités illégales.

Cette vocation « entrepreneuriale » est même encore plus forte en ces temps de crise économique sévère et omniprésente. Grâce aux énormes ressources financières à sa disposition, la mafia suit les principes et les lois de la finance, en commençant par diversifier le risque du portefeuille d'investissement.

En effet, dans tous les pays et territoires où les ressources financières sont rares, l'économie criminelle est prête à accorder des crédits aux entreprises



et productions légales dans le but de blanchir l'argent, mais aussi pour garder la main mise sur les secteurs stratégiques. Les activités liées à la terre sont extrêmement recherchées, et c'est d'ailleurs pour cela que l'on parle aujourd'hui d' « agromafia » qui peut concerner la production agricole, la transformation, la distribution et la contrefaçon des denrées alimentaires, la gestion des déchets, et l'exploitation des travailleurs immigrés.

Donc la terre est sujette aux activités prédatrices des organisations criminelles. Les organisations de la société civile ripostent avec courage, en promouvant des actions de lutte civile. Par exemple, avec la reprise économique, en employant des biens saisis par la mafia. Ou encore via les plaintes et les combats contre la corruption, la lutte contre les usuriers, ou l'éducation pour les droits et la légalité démocratique. Afin de promouvoir ces objectifs, les organisations sociales collaborent avec l'administration publique, les institutions nationales, le système judiciaire et la police.

Bonnes pratiques:

En Italie, Libera Terra est un projet lancé par l'association Libera pour promouvoir la création de coopératives sociales libres qui gèrent les terres saisies par la mafia, en produisant des produits biologiques, en créant des opportunités d'emplois et le développement économique. Addio Pizzo est composé de commerçants et de consommateurs qui se rebellent contre les impositions des organisations criminelles sur la production et le commerce.

De façon similaire, l'Avviso Pubblico des Municipalités et Régions contre la Mafia est un protocole qui contient une ligne de conduite sur la façon dont un bon administrateur peut appliquer les principes de transparence, d'équité, de discipline et d'honneur sous les Articles 54 et 97 de la Constitution Italienne, dans le but de contrer les phénomènes de conflit d'intérêts, de favoritisme, de pression excessive, de transparence des intérêts financiers et des financements des intérêts politiques, de la coopération totale avec les autorités judiciaires dans les cas d'investigation et le devoir de renoncer à l'exigence ou l'obligation de démissionner en cas d'inculpation pour des crimes graves (par exemple la mafia et la corruption). disponibilità di fondi per gli interessi politici, una piena collaborazione con le autorità giudiziarie durante le indagini e rispettando il dovere di rinunciare all'incarico e all'obbligo di dimissioni nel caso di imputazioni per reati gravi (p.es. mafia e corruzione).

Redéfinition du travail et opportunités créatives pour la Jeunesse

Le rajeunissement des terres et la créativité pour un travail significatif, la défense des droits de la terre et des ressources naturelles, le droit à la sécurité des moyens de subsistances et du travail ont des racines communes en lien avec la nouvelle économie circulaire.

L'humanité, particulièrement les paysans du sud et les jeunes, ainsi que les générations futures tout autour du monde font face à d'importants défis concernant le travail. Une nouvelle classe de travailleurs précaires émerge. Un travail innovant est ainsi vital afin de redonner du sens, un sentiment d'accomplissement et de bien-être. C'est un droit fondamental pour tout être humain. Cependant, la plupart des jeunes gens travaillent dans des conditions précaires ou sont exploités, quand ils n'ont pas du tout de travail.

La crise du chômage est l'un des aspects importants de la crise, générée par une économie d'extraction des ressources, qui exploite les Hommes. L'actuel modèle dominant du travail est basé sur l'exploitation : exploitation des sols et des ressources naturelles ainsi que celle des personnes, surtout quand on regarde le domaine agricole. Les agriculteurs et paysans sont déracinés de leurs terres à un rythme et à une échelle sans précédents dans l'histoire de l'humanité.

Cet impressionnant déracinement est entraîné par deux fausses hypothèses du paradigme extractif. La première fausse hypothèse est que les paysans et petits agriculteurs ne sont pas assez productifs et doi-



vent être remplacés par des fermes industrielles.

De nombreux rapports des Nations Unies, comprenant IAASTD, UNCTAD, UNEP et la FAO, ont démontré que les petites exploitations produisent plus et sont la base de la sécurité alimentaire pour les Hommes. La seconde fausse hypothèse est que les ressources peuvent être récupérées par n'importe qui ayant le pouvoir économique et financier. Le Droit sur le Terre et ses ressources fait partie des Droits de l'Homme. Tout comme les terres ont été réduites au statut de marchandises négociables, le travail a été réduit à de la simple main d'œuvre. Et cette main d'œuvre a été réduite à de la marchandise négociable. Cette perspective amène directement à l'érosion des moyens d'existence, à l'accroissement de la précarité et à la perte des droits des travailleurs, particulièrement ceux des femmes et des jeunes. Le modèle actuel empêche les formations techniques et l'apprentissage, ainsi que la transmission des compétences et des connaissances aux futures générations. Ce modèle est contre l'autodétermination des personnes et ne permet pas non plus de construire une société viable pour tous mais plus un ensemble de personnes en compétition les unes avec les autres afin de survivre.

Ivan Illich, philosophe Autrichien de renom, dans sa « Déclaration on Soil », médite sur le fait que « l'économie dans laquelle nous avons été absorbée, bon gré, mal gré et à un prix élevé, transforme les gens en d'interchangeable morceaux de personnes dirigées par les lois de la pénurie ». La nouvelle économie est basée sur la récupération de la créativité du travail. Pourtant il est primordial d'être créatif dans l'agriculture afin de préserver les terres, d'y faire pousser de la nourriture et de créer de nouvelles économies.

Bonnes pratiques:

Plusieurs exemples de bonnes pratiques existent déjà partout dans le monde comme le retour aux techniques traditionnelles qui offrent du travail et des opportunités de création : agriculture urbaine, et nouvelle technique d'agriculture biologique, agro foresterie et agroécologie, arts et artisanats, produits locaux, travailler avec les plantes (nourriture, cosmétique, médicaments) ; autoproduction d'énergie, préservation des terres et plus encore.

Le mauvais modèle de production était basé sur le remplacement des personnes par des carburants fossiles. Il permet de mesurer le déplacement des travailleurs venant de la production agricole. Dans la nouvelle économie circulaire, la force de travail n'est pas un apport, par contre le travail créatif est un vecteur de rendement dans le processus de production. De manière similaire, dans l'ancienne économie d'extraction, les terres étaient un objet de rendement – elles étaient exploitées, dégradées, et polluées. Dans la nouvelle économie circulaire, la restauration des terres et le renouvellement des éléments fertilisant sont des revenus de la productivité. Le travail est basé sur des cycles rapprochés de productivité : une économie circulaire, avec pour objectif l'autosubsistance et le renouvellement des sols, la biodiversité et l'eau. Il reconnaît le travail des femmes et est basé sur l'intégration, non sur la séparation du travail, prenant en compte toute la chaîne de production, des semences à la récolte puis à la vente. Du producteur au consommateur, sans (ou peu) d'intermédiaire. Cela entraîne un accroissement de l'indépendance vis à vis des contrôles des grands groupes de magasins, vers les producteurs locaux de semences, laines, bois, phytosanitaires naturels, énergie, etc. ainsi que tous les besoins humains. Cela inclus les soins – ceux de la terre et ceux de la communauté.

Cette nouvelle économie permettra une organisation autonome, directe et indépendante ainsi qu'une gestion adaptée qu'elle soit seule, collective, communale, coopérative ou familiale. Le nouveau modèle sera basé sur un investissement financier faible et de petits retours sur investissement, et sur un fort investissement en compétences et connaissances. Cela apportera d'importants retours en termes de bien-être et de sécurité, écologiquement et socialement.

Le retour au sol est une opportunité de travail également du point de vue du développement des savoir-faire et de la formation. La reprise des terres et des territoires fournit une nouvelle forme de travail et d'entrepreneuriat parmi les jeunes. C'est ainsi que les jeunes peuvent être les protagonistes de cette nouvelle agriculture et de la nouvelle économie.



Nous observons d'ailleurs un mouvement grandissant de jeunes autour du monde qui se forment au jardinage et à l'agriculture communautaire, qui choisissent de construire leur futur basée sur la nature et la terre.

Bonnes pratiques :

Les Greenhorns (les Néophytes), une organisation populaire de jeunes agriculteurs, collaborateurs et volontaires de l'Est de New-York, a pour objectif de recruter, promouvoir et soutenir la nouvelle génération de jeunes paysans. Ils sont engagés dans la réhabilitation de l'économie rurale à travers l'agriculture durable, pour les petites entreprises entrepreneuriales et le travail collaboratif.

Les Villes

Aujourd'hui, au moins la moitié de la population mondiale vit dans les villes. Le processus d'urbanisation et les conséquences de l'expansion urbaine semblent incontournables. Les modèles agro-industriels passent de main en main, avec une urbanisation incontrôlable, des constructions à outrance et la spéculation financière : expulsant les populations rurales, reléguant les gens dans des taudis, conduisant les habitants en dehors des vieilles villes (qui sont devenues plus bourgeoises) et vers les banlieues. Comme les agro-industries, la métropole centralisée est un puits d'énergie, consommant la terre à l'infini. Etabli comme un style de vie dominant, vivre et travailler, le modèle citadin n'offre pas à l'heure actuelle un environnement adéquat et adapté, surtout face au changement climatique.

La balance socialement durable entre la ville et la campagne doit être rétabli, que ce soit en terme culturel – avant tout- et matériel. Dans cet objectif, plusieurs pays – Allemagne, Angleterre, et maintenant l'Italie, avec l'exemple de la Toscane – ont posé une limite à la nouvelle utilisation des terres fertiles.

Le désir d'inclusion des villes dans l'économie circulaire dépend de leur habilité à autoproduire des ressources, en termes de culture, du pratique aux compétences linguistiques, des ressources morphologiques à la conservation et la production de connaissances, et ainsi de suite, ainsi qu'en terme d'énergie, que ce soit au sens strict et, plus largement, au sens agricole et démographique.



L'agriculture et l'alimentation en autonomie doivent être mise à disposition intra-muros ainsi que dans les biorégions urbaines, sous la forme de parcs agricoles comme à Milan, Pampelune, Barcelone. Établir un budget alimentaire pour la ville, lier les bases alimentaires de la biorégion aux productions agricoles, représentent la première étape.

Il est urgent d'encourager un accord entre les villes et les campagnes afin de finalement maîtriser l'exploitation capitaliste de ces derniers par les premiers. Une alliance entre les urbains et les agriculteurs implique la vente directe de la production agricoles et la diffusion des compétences agricoles dans les villes, avec comme premier objectif une « éducation sur la terre » afin de déconstruire l'idée que construire est un acte de civilisation, mais de le présenter comme un acte de barbarie quand les constructions s'étendent sur des terres fertiles. C'est un important changement dans la polarité urbaine, couplé à une repopulation des campagnes et une reconfiguration des agglomérations rurales.

UN APPEL À L'ACTION: Axer les actions concernant les aires ouvertes (rivières, parcs, forêts, etc.) disparues sous l'urbanisation aveugle et vorace, est devenu de plus en plus urgent, ensemble avec une sauvegarde des « champs » urbains (plantes industrielles, chemin de fer abandonnés, etc.) et les jardins, les parcs et autres espaces sauvages intra-muros. Ces demandes institutionnelles doivent être planifiées de manière intelligente pour la restauration, et l'élargissement de la ville, garder les éléments fondamentaux et traces des transformations historiques de la nature et les caractéristiques anthropiques, comme la diversité des cours d'eau, anciens sentiers, géométries agraires.

Le retour de la dignité des habitats ruraux et la « dés – urbanisation » des campagnes requièrent l'assurance et la promotion de l'accès des populations rurales aux services et équipements dont bénéficient les populations urbaines (eau, santé, éducation, etc.) et, en même temps, de développer la formation des cultures indépendantes. Le modèle Gandhian d'un village communautaire autonome et interdépendant,

combiné avec le modèle polycentrique de « la ville des villes », semble tout indiqué comme la réponse pour redessiner les métropoles.

Le développement de centres de petite et moyenne taille réduit en effet la consommation générée par les larges métropoles ; la politique de proximité augmente la participation des citoyens ; une frontière urbaine plus accueillante entre les villes et les campagnes est également nécessaire. La décentralisation permet la redistribution économique et du pouvoir politique de manière plus généralisée et ce dans une forme potentiellement plus démocratique.

Le concept de sol est strictement relié au « local » qui est la base de l'auto-détermination, comme une mémoire enracinée, une source d'expériences, de compétences et de connaissances pour le futur projet de société.



Des consommateurs aux citoyens

Le passage du simple consommateur aux habitants de la Terre, du client aux citoyens de la terre, est interne au changement de modèle économique ; partant d'une économie linéaire pour arriver à une économie circulaire.

Une telle transition est nécessaire pour libérer la monoculture de la consommation et des déchets, dans les domaines de la production, du travail et du mode de vie.

Aujourd'hui, en effet, l'attitude extrêmement agressive du marketing, de l'emballage et de la distribution, a conduit à une société de consommation avancée ; ce qui dans les supermarchés, les centres commerciaux, la propagande des médias, et Internet, semble offrir à l'individu une infinité de choix et de promesses tout en laissant entendre que cela apportera un bien-être satisfaisant. Afin de participer à la société de consommation, la plupart des gens ont recours à des prêts et des prêts hypothécaires à risque, qui conduisent généralement à une plus grande paupérisation.

La standardisation des produits de consommation et, en général, les conditions imposées par la domination des grandes entreprises, ont un effet de colonisation de la conscience humaine, privant les gens de relations directes, ce qui à d'autres moments de l'Histoire les avait dotés d'un sens de la responsabilité. Ils volent aux acheteurs leur souveraineté sur la santé, la langue, la culture alimentaire, le comportement etc. . Cela les prive aussi de connaître les vertus et la beauté de la nourriture authentique et des matériaux naturels.

Le refus réel de modèles traditionnels, la complexité croissante de la machinerie, l'obsolescence planifiée des objets, la propagation compulsive de matériaux de synthèse pétrochimique, tout cela empêche le développement des compétences, l'utilisation de la mémoire et du savoir-faire. L'artifice de la technologie est un dogme et, en tant que tel, est fonctionnelle au consumérisme. Une civilisation qui prévoit la fermeture locale de ces cycles de consommation, inclus, les «déchets» dans la fertilité des sols.

Il faut également veiller à une fermeture de l'énergie, de l'eau, et des cycles de culture. Une production d'énergie renouvelable, locale, à petite échelle et très répandue, à proximité du lieu de consommation, peut réduire les dommages causés. Par exemple, les grands barrages, qui inondent des milliers de mètres carrés de sol fertile, réduisant les agriculteurs qui y ont vécu pendant des générations au statut de réfugié. Ou les centrales solaires, qui volent les terres agricoles; par l'extraction des minéraux, qui détruit les écosystèmes et les équilibres sociaux. L'agriculture, une industrie impliquant de nombreux aspects de la vie, devient ainsi essentielle pour le progrès civil des consommateurs et des citoyens de la planète.

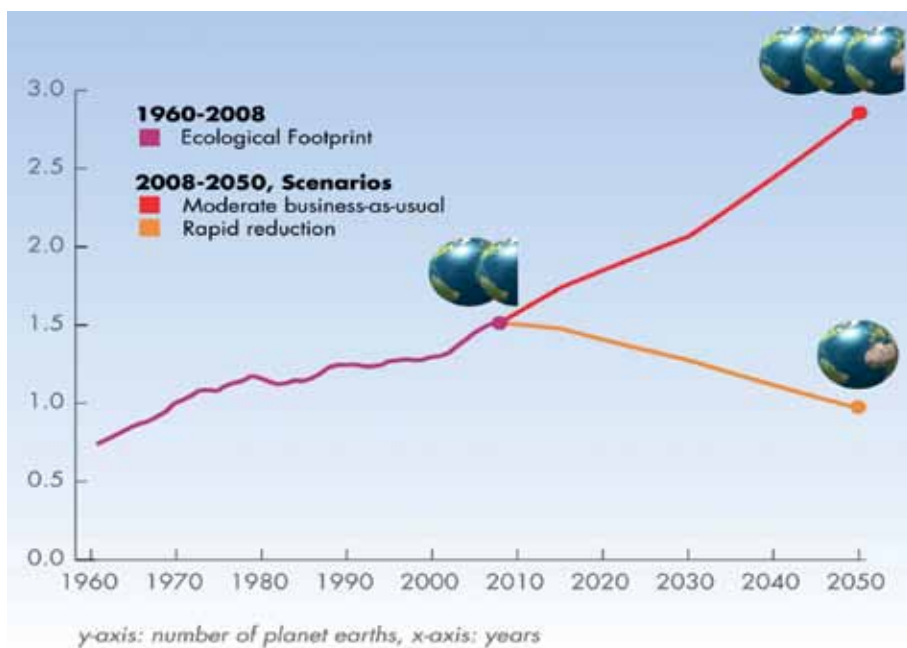
Une nouvelle vision montre, qu'en récupérant les sols pour les utiliser au sein d'une économie circulaire changera radicalement la relation des individus à la fois vivant dans les villes, et ceux qui les approvisionnent. Le saut du modèle de consommation mondiale à un modèle non-violent, d'autoproduction est nécessaire et urgent. Le principe de précaution, la protection des travailleurs, une rémunération équitable, des produits et des traitements naturels, une courte chaîne d'approvisionnement, de l'information et de la transparence sont essentiels à cet égard. De la transparence dans les étiquettes sur les méthodes de production, l'origine des matières premières, des ingrédients, la répartition des coûts, assurent un impact positif sur la qualité des aliments, la santé de l'acheteur, et empêche le travail des enfants.



Bonnes pratiques:

Des associations telles que «GAS» en Italie (Gruppi di Acquisto Solidale – groupes d'achat basés sur la solidarité), les AMAP en France (Associations pour le Maintien D'une Agriculture Paysanne), relient les producteurs et les consommateurs, et augmente la sensibilisation et le soutien mutuel. Les Systèmes de garantie participatifs (SGP), mis en pratique au niveau local, assurent un système de qualité global: les producteurs agissent en fonction de la participation active des clients, basée sur la confiance et l'échange de connaissances.

Un nouveau sens de la responsabilité découle du travail des citoyens dans les jardins urbains. La vente directe de la nourriture et de l'artisanat produit localement dans les marchés de quartier devrait être garantie et encouragée: plus les villes incluent l'agriculture dans leur ordre du jour, plus elles seront en mesure de réduire le gaspillage lié au transport de nourriture. Les Biorégions urbaines, comme des unités territoriales dotées d'un grand potentiel social et politique, sont le point de départ à cet égard.



Source: Global Footprint Network

Appropriation virtuelle des terres et Empreinte écologique

Tout ce que nous consommons provient de la terre et donc chaque produit que nous utilisons a une “empreinte écologique” sur celle-ci.

Lorsque des marchandises sont échangées entre les pays, il y a consommation de “terre virtuelle”. Par exemple, selon une étude réalisée par le professeur Harald von Witzke, l’Union Européenne revendique indirectement près de 35 millions d’hectares de terres arables à l’extérieur de ses frontières afin de sécuriser ses approvisionnements alimentaires.

Son empreinte écologique est estimée à 640 millions d’hectares par an, soit une superficie de 1,5 fois la taille de ses 28 pays membres. Chaque citoyen de l’UE consomme 1,3 hectare de terre par an, ce qui est 6 fois plus que la moyenne au Bangladesh 57. Ce type de consommation contribue ainsi à un « accaparement de terre virtuel ». Ceci est la raison pour laquelle nous devons cesser d’être des consommateurs pour devenir des citoyens conscients.

²⁹ Global Soil Week, Soil Atlas, 2015.



Section Cinq

Nouvelle Démocratie

En tant qu'humanité, l'un des défis auquel nous sommes confrontés est la nécessité pour les citoyens de se sentir capable de changer le système politique dominant et le modèle économique consumériste qui menace notre futur et la survie de la planète. Le pouvoir politique ressemble de plus en plus à la pyramide économique du 1% qui écrase les 99% : la Terre et ses espèces. La démocratie représentative est devenue un instrument de représentation des intérêts des entreprises, son principal objectif est d'étendre le contrôle des entreprises sur l'ensemble des ressources de la Terre et sur l'ensemble des marchés.

Nous avons besoin d'une nouvelle réelle démocratie, tout comme nous avons besoin d'une économie plus juste et d'une nouvelle agriculture plus durable. La nouvelle démocratie s'exprime au-delà de l'anthropocentrisme. C'est la démocratie de toute vie : plantes, animaux, peuples et toutes autres formes de vie. Nous dépendons du réseau de la vie pour notre existence et nos droits et libertés découlent des droits et libertés de la Terre et des espèces non humaines.



La participation est au cœur de la Nouvelle Démocratie

La nouvelle démocratie est une démocratie qui inclut l'ensemble des êtres humains sans distinction de classe, de genre, de religion ou de race. Elle est basée sur une participation quotidienne et va plus loin que la simple représentation : ce n'est pas simplement un vote d'une loi tous les quatre ou cinq ans.

Elle est basée sur la protection de la Terre et de la nature, sur la participation et sur la culture des communautés qui agissent avec force et solidarité pour protéger la Terre et la société en ces temps d'érosion de la démocratie. Elle est basée sur la distribution et la circulation du pouvoir plutôt que sur l'autorité centralisée. Elle responsabilise les hommes pour leurs actions en favorisant la prise de conscience et la responsabilité dans ses actes.

Ekta Parishad est un mouvement populaire, organisateur de la marche Jai Jagat 2020, une nouvelle initiative qui a notamment pour objectifs : la formation des jeunes à la non-violence, l'occasion de former et de sensibiliser autant de jeunes que possible dans les prochaines années en engageant plus de cent mille hommes et femmes dans les 660 districts du pays et en impliquant 200 jeunes minimum dans chaque district. Ces camps sont des lieux où les jeunes peuvent échanger, comprendre les enjeux et réaliser des actions qui remettent en question la privatisation et l'aliénation des terres et des ressources de manière non violente, des partenariats collaboratifs avec des groupes de la société civile dans de nombreux continents et pays et donner une formation à ceux qui viennent

en Inde apprendre ce savoir-faire parmi les groupes marginalisés. L'ensemble de la campagne Jai Jagat 2020 est construite autour de la notion que "notre monde peut être différent si nous ne sommes pas indifférents".

L'ancien système de démocratie basé sur la représentation électorale est une extraction linéaire du pouvoir du peuple. De plus en plus de gens sont dans l'incapacité de protéger leur Terre, leur vie, leurs moyens de subsistances, leur liberté face à l'accaparement de leur terre, la destruction de leur travail, et la destruction de leurs systèmes de soutien et de leurs droits.

Dans ce contexte de globalisation et de libre échange, la démocratie représente de plus en plus les intérêts des entreprises et l'état devient lui-même de plus en plus une entité de ces entreprises. Le lexique de privatisation, de croissance et de libre échange est utilisé pour démanteler l'état providence et l'accès des peuples aux droits essentiels que sont la santé et l'éducation, le droit au travail, et à la sécurité, droits que les mouvements démocratiques du siècle dernier ont institutionnalisés. La transformation d'un état souverain à un état au service des entreprises est une menace de la démocratie qui est censée être "du peuple, par le peuple, pour le peuple".

La « liberté » est aujourd'hui un terme très contesté. Les citoyens se réfèrent à la liberté du peuple de vivre et d'avoir accès aux moyens de subsistance, comme avoir accès aux ressources vitales : les semences, la nourriture, l'eau, et la terre.

Les multinationales, elles, définissent la liberté comme le libre-échange, appelé aussi mondialisation. Ces règles de « libre échange » donnent le droit à ces grands groupes de modifier et de privatiser nos biens communs que sont la terre, l'eau et les semences. Ce faisant, ils détruisent la liberté de la Terre et sa communauté, les cultures des peuples et leurs démocraties.

En 1992, au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, la communauté in-



ternationale a signé des traités internationaux pour protéger l'environnement - la Convention sur la diversité biologique (CBD) et la Convention Cadre de l'ONU sur le changement climatique. La convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants ont permis aux gouvernements de réguler des activités néfastes pour l'environnement et pour les citoyens.

Mais trois ans plus tard, avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1995, tant la souveraineté nationale que la démocratie nationale ont commencé à être démantelées à travers la déréglementation en faveur des droits des multinationales et avec des conséquences importantes pour environnement et les droits des peuples.

Bonnes pratiques :

Jan Satyagraha 2012 (La Force de la Vérité) est une marche non violente sur une distance de 350 km entre Gwalior et Delhi organisée en octobre 2012, et basée sur la résistance non violente du Mahatma Gandhi. L'objectif est d'obtenir des réformes agraires nationales avec une application complète et des institutions de contrôle pour fournir l'accès aux ressources vitales aux communautés de paysans sans terre, aux sans-abris et aux marginalisées.

Alors que la nature est attaquée à une échelle et à un périmètre comme jamais auparavant, l'humanité est elle-même écrasée ; la nature et la personnalité sont substitués par des fictions.

L'OMC a donné la possibilité aux multinationales de surpasser les droits des peuples et de la démocratie. Ce système a marqué le commencement d'un processus politique pour les multinationales (qui sont ainsi désignées comme des entités légales) de pouvoir s'identifier en tant que « personnes », de vraies personnes, qui votent, gagnent leurs vies ou élèvent des familles et perdent leur droits. Ces notions sont au cœur même des traités de libre échange comme le TTIP et TPP basés sur les droits des investisseurs. C'est ainsi que quand les gouvernements agissent en faveur de l'intérêt public, en accord avec les décisions démo-

cratiques de leur citoyens, les entreprises et les investisseurs, qui sont devenus des personnes avec des droits, peuvent poursuivre les états via les tribunaux privés en demandant des compensations financières contre les lois et les politiques qui selon eux réduisent leurs investissements ou leurs profits potentiels.

Avec la globalisation de la crise financière, l'austérité est imposée aux sociétés avec des conséquences indéterminées sur les droits fondamentaux des êtres humains. C'est ce qui s'est passé dans les pays du sud au nom de l'Ajustement Structurel et de la Libéralisation des Échanges. C'est ce qui est en train de se passer aujourd'hui en Europe au nom de l'austérité.

Nous assistons au nom de l'austérité croissante, au démantèlement de nos libertés naturelles et culturelles, à la destruction de toute l'évolution écologique et des histoires pluralistes qui ont tissé le réseau de la vie et de notre humanité.

Le concept mécaniste et atomiste de la liberté est basé sur la supposition que ma liberté s'arrête là où commence la vôtre. Ceci mène à une logique d'exclusion, de domination et de violence. Dans la nouvelle démocratie, ma liberté commence là où ta liberté commence et inclue la liberté de la terre et la liberté de tous.

La nouvelle démocratie se construit au-delà des êtres humains. Elle se développe au-delà des représentations de la vie quotidienne. Cette nouvelle démocratie est devenue un impératif de survie pour la démocratie, la liberté des peuples et la vie sur terre.



La diversité est au cœur de la nouvelle démocratie

Comme la biodiversité, notre diversité culturelle grandit grâce au sol. Nous sommes enracinés dans le sol et la terre, dans notre pluralité. Notre nourriture, nos langues, nos vêtements changent à travers cette terre si belle et abondante. La terre rassemble aussi toutes les fois et toutes les cultures. Les identités artificielles divisent. Le fondamentalisme et l'extrémisme créent des exclusions.

Comme l'économie d'insécurité grandit, et la politique d'identités étroites s'en nourrit, l'identité elle-même subit une mutation - de l'identité positive et partagée - à une identité artificiellement construite de haine et d'exclusion.

La Nouvelle Démocratie n'est pas la liberté de dominer à partir d'une culture dominante, mais la liberté dans une pluralité de cultures. La Nouvelle Démocratie est basée sur le principe de diversité, la diversité des cultures, la diversité des vies et la diversité des participations au niveau local comme au national et au global.

La décentralisation est au cœur de la Nouvelle Démocratie

Les règles des grandes entreprises sont basées sur la centralisation du pouvoir. Selon elles, il est plus simple d'influencer la prise de décision quand le pouvoir est concentré dans une autorité centrale.

La participation des gens dans la prise de décisions nécessite la décentralisation de pouvoir et de prise de décisions, le renforcement des processus et des droits communautaires. La participation permet une redistribution des pouvoirs dans la communauté et crée des démocraties vivantes.

Swaraj a été utilisé par Gandhi pour décrire l'auto-gouvernance et l'auto-organisation utilisées par les gens et les communautés pour se diriger. C'est l'expression de la plus haute souveraineté populaire. Cet appel pour le swaraj – se développe aujourd'hui partout.

Par exemple, l'Inde a mis en place une loi tribale (PESA) pour la reconnaissance des droits des communautés tribales locales à s'autogouverner ainsi que le Forest Right Act en 2001 afin de protéger les terres et droits des paysans. “ Conformément à cette loi un paysan aura le droit d'utiliser, de semer, de ressemer, d'échanger, de partager ou de vendre ses produits agricoles incluant les semences d'une variété protégée comme auparavant, avant l'entrée en vigueur de cette loi”.



En Europe, les communautés et les régions se déclarant contre les OGM ont agi comme contre-pouvoir, contre les multinationales.

En 2014, quand la Commission européenne a essayé de faire passer une loi pour centraliser l'enregistrement des semences à Bruxelles et menacé ainsi la diversité et la diffusion de variétés locales, des mouvements de la société civile et le Parlement européen se sont engagés à protéger la diversité et les droits de paysans à utiliser, sauvegarder et échanger les semences paysannes.

Aux Etats Unis, des communautés se déclarent zones sans pesticides pour protéger leur terre et leur eau. Les communautés d'Hawaii s'appuient sur le principe d'Autonomie et d'Auto-gouvernance pour s'opposer à la pulvérisation de pesticides et à la plantation d'OGM- par des multinationales.

Le principe "de subsidiarité" qui est basé sur la reconnaissance des décisions prises par le peuple, par la masse, est une expression de cette démocratie décentralisée.

Les communautés et le bien-commun sont centrales au sein de la Nouvelle Démocratie

Les communautés développent les biens communs. Ces biens communs sont les sphères de la vie contrôlés par les communautés locales elles-mêmes. Ils ne sont pas contrôlés par le marché ou l'état. L'état au mieux peut reconnaître les droits des communautés locales, mais il ne peut pas leur interdire la liberté de gérer leurs biens communs.

Il y a une différence entre les lois de reconnaissance et les lois d'interdiction. Tandis que les lois de reconnaissance de la souveraineté populaire renforcent la souveraineté du peuple, les lois d'interdiction la menacent.

Buone Pratiche:

Bonnes pratiques: le 5 juin 1999, pour la journée mondiale de l'environnement, Navdanya a lancé le Jaiṽ Panchayat - un Mouvement de Démocratie Vivants pour combattre le brevetage du vivant et les monopoles de la propriété intellectuelle sur les formes de vie. Le Jaiṽ Panchayat est un conseil de village (Gram Sabha) qui comprends toute la communauté, des femmes, des enfants et des personnes issues des communautés minoritaires. Cette forme de Conseil (appelé Panchayat en Inde) rend la communauté décideuse sur toutes les questions de biodiversité et de sa conservation. De cette manière, le Jaiṽ Panchayat fixe les paramètres dans lesquels le conseil de village élu peut agir vis-à-vis de la biodiversité.

Pour développer cette idée de démocratie vivante, il faut :



- Organiser tout le monde dans votre village sur le principe du Jaiṽ Panchayat et aider les gens à comprendre que leur Jaiṽ Panchayat sera un organe de prise de décisions en toutes matières se rapportant à la conservation, la gestion et la protection de toutes les ressources biologiques de la zone;*
- Organiser des réunions / des campagnes de sensibilisation avec le Jaiṽ Panchayat et échanger sur la richesse de la diversité biologique disponible et utilisée dans la zone;*
- Faire une déclaration formelle que toutes les ressources biologiques appartiennent seulement à la communauté;*
- Préparer un registre de biodiversité communautaire (CBR) pour empêcher l'érosion des ressources biologiques et la perte des connaissances et savoir-faire; à ce titre, quelques membres actifs prennent la responsabilité de maintenir et mettre à jour ce registre périodiquement.*

La nouvelle démocratie signifie la souveraineté et la liberté intrinsèque des communautés et des biens communs - notre terre, notre sol et nos semences sont notre liberté de marcher, créer et de se nourrir. Les semences et la biodiversité sont les biens communs suprêmes, à partager durablement et équitablement pour la liberté de l'auto-contrôle et de l'auto-gouvernance, qui ne peut pas passer par des marchés, ni par la privatisation, ni par une autorité centralisée et son appareil bureaucratique. La Nouvelle Démocratie implique aussi la liberté de se prémunir des risques biotechnologiques et de la privatisation du vivant (biopiraterie). Enfin, le contrôle par l'état contre ceux qui peuvent faire du tort à d'autres est le principe primordial de liberté et de la justice.

En Inde, le mouvement pour l'accès aux ressources et aux droits de la terre et la marche mondiale pour la terre planifiée en 2020 comme le Jai Jagat, sont les exemples de cette pratique de la nouvelle démocratie basée sur le concept de Swaraj.

Les droits de la Planète Terre et l'accès à la terre sont au cœur de la Nouvelle Démocratie

L'avenir de l'humanité dépend de la manière dont nous nous soucions du sol et la terre. Le bien-être du sol permet de développer la richesse et le bien-être de la société. Une relation non-durable et violente avec la terre développe la violence dans la société. Réduire la nature à de simples ressources à exploiter, au nom de la croissance économique et ne pas évaluer les coûts de cette économie extractive a amené l'humanité vers sa fin.

La Nouvelle Démocratie reconnaît la Terre et notre dépendance à celle-ci. Cela concerne aussi la prise de conscience et la gratitude. A travers nos droits de l'Homme, il est de notre devoir de protéger la terre et la planète.

La terre et la Planète nous invite à participer à un grand renouvellement et à une restauration de l'humus et à travers cette restauration, renouveler le potentiel de notre humanité.



Annexe I

Point 1

Note de bas de page 9 :

Les britanniques durant la colonisation en Inde, ont mis la main sur les forêts afin d'en faire des monopoles d'Etat dans le but de leur exploitation commerciale. Après la spoliation des terres indiennes, une collection des revenus par taxe sur les terres et leurs produits a été mise en place via l'introduction des zamindars/propriétaires terriens. La politique anglaise de déforestation et de privatisation des biens communs, qui a commencé en Angleterre, fut ensuite répliquée dans les colonies en Inde. La Loi Indienne sur la Forêt de 1865, faisant des forêts des domaines forestiers réservés eu pour conséquences l'érosion de la fertilité des forêts et des droits des populations locales aux produits forestiers. En accord avec ce concept anglais de « wasteland » (friches), les terres ne générant pas de revenu, les forêts, et les prairies furent saisies par le gouvernement pour les transformer en terres agricoles générant des revenus.

La première loi indienne sur la Forêt fut adoptée en 1865 par le Conseil Législatif Suprême, elle autorisait le gouvernement à faire des forêts et des friches des domaines forestiers réservés. L'introduction de cette législation marque le début de la « gestion scientifique » des forêts ; et de la formalisation du processus d'érosion des espaces forestiers mais aussi des droits des locaux à l'accès aux produits forestiers. Bien que les forêts fussent transformées en propriétés étatiques, les mesures de réserve des forêts les firent passées du statut de ressource commune à celui de res-



source commerciale. L'état a simplement servi de médiateur à la privatisation.

Point 2 , Note de bas de page 10 :

L'économie mondialisée actuelle est fondée sur les accaparements de terres. Par exemple : L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) estimait en 2009 que depuis l'année 2006 entre 15 et 20 millions d'hectares de terres arables dans les pays en développement, ont fait l'objet de transaction financière. En janvier 2013 le « Land Portal » du site internet de Land Matrix data comptabilisait 49 millions d'hectares en négoce bien que seulement 26 millions de ces hectares concernaient des transactions transnationales.

En 2011 un rapport de la Banque Mondiale recensait 57 millions d'hectares dans le monde entier. Friis & Reenberg (2012) rapportaient en 2012 entre 51 et 63 millions d'hectares rien qu'en Afrique.

La base de données de GRAIN publié en janvier 2012, recensait 35 millions d'hectares, cependant, lorsqu'on décortique ces chiffres pour en retirer les pays économiquement les plus développés comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Russie, la Pologne, l'Ukraine et la Roumanie, la base de données ne concerne plus que 25 millions d'hectares.

Point 3 , Note de bas de page 12 :

En Inde, une guerre contre les terres et le peuple a été déclarée depuis l'ordonnance d'accaparement de terres qui renverse le Droit à la Juste compensation, et celles de la Transparence sur les acquisitions de terrains et de Réhabilitation et Relogement. La loi de 2013 sur la réhabilitation et la compensation nous renvoie aux lois coloniales de 1894 qui dotaient le gouvernement de droits souverains pour s'approprier les terres des tribus et des paysans pour les mettre à disposition des entreprises commerciales. Le Mouvement pour l'Accès à la Terre réalisa une grande marche de Palwal à Delhi. Des milliers de paysans se sont réunis le 24 février 2015 au Jantar Mantar, à Delhi, pour exiger le retrait de l'ordonnance sur les terres et réintroduire dans la loi, une clause de consentement des peuples,

intégrant ainsi les impacts sociaux et les risques portant sur la sécurité alimentaire.

Point 4, Note de bas de page 13 :

Dans une large mesure, cela explique la politique de transformation de certaines des terres les plus fertiles et diverses de production de riz en Inde en pré-carrée pour 204 grandes industries. Ainsi, entre 2000 et 2010, près 13 000 hectares ont été convertis dans un seul état indien, celui de Chattisgarh. Pour en rajouter, le gouvernement du Chattisgarh a signé une convention avec 1165 entreprises pour 543 projets industriels. De plus, selon les estimations officielles, environ 13 000 hectares de forêts inhabitées appartenant aux Adivasis (populations autochtones de l'Inde) ont également été converties. 97% de cette surface forestière a été convertie en exploitations minières, mais les estimations suggèrent que le l'état n'a touché que 12% de la valeur de ces ressources minières.

Point 5, Note de bas de page 15 :

Il est clair aujourd'hui au regard des terres accaparées pour former ces Zones Economiques Spéciales (ZES), que ce ne sont pas des friches mais bien des terres agricoles de première qualité qui ont été spoliées. Comme le souligne l'analyste politique Praful Bidwai (2006), « le gouvernement indien s'approprie des terres agricoles en usant de sa force coercitive, à des prix bien inférieurs à leur valeur sur le marché, pour les revendre ensuite à des promoteurs – tels que des grands groupes commerciaux comme celui des frères Ambani, du gant du métal sud-coréen POSCO, des Tatas, Mahindras, Unitech et Sahara. Ils réalisent ainsi d'énormes super profit » (La grande usurpation des terres indiennes).

En mars 2007, 14 personnes ont été abattues et un nombre encore plus important de personnes ont été victimes de viols et de violence perpétrées par la police et par des voyous politiques à Nandigram, dans l'ouest du Bengale pour avoir refusé de donner leurs terres pour en faire une Zone Economique Speciale d'activités pétrochimiques, promue par une compagnie Indonésienne (Levien).



Annexe II

Les sols et les Objectifs pour le Développement Durable

2015 est l'année des sols selon la FAO. C'est également l'année de l'expiration des Objectifs du Millénaire pour le Développement lancés en 2000, et leur remplacement par les Objectifs pour le Développement Durable (ODD).

La protection des sols est le fondement de la durabilité et a le potentiel de contribuer à chaque Objectifs pour le Développement Durable.

Comme les anciens Védas indiens l'ont reconnu il y a plus de 4000 ans *«De cette poignée de terre dépend notre survie. Prendre soin d'elle et elle fera pousser notre nourriture, notre combustible, notre abri, et nous entourera de beauté. Abuses-en et le sol va s'effondrer et mourir, en emportant l'humanité avec lui.»*

1) Mettre fin à la pauvreté partout et sous toutes ses formes.

Il y a deux aspects de la pauvreté, le premier est écologique et matériel, le second est d'ordre financier. La dégradation des sols et des terres liée à l'agriculture non-durable et à l'exploitation abusive des terres amoindrissent les moyens de subsistance et l'approvisionnement essentiel en nourriture, en fourrage, en combustibles, en eau et en abri – contribuant à la pauvreté écologique et matérielle. Les semences aux coûts élevés ainsi que les intrants externes qui sont nécessaires à leur culture piègent les agriculteurs dans la dette et la pauvreté. Les paysans déplacés rejoignent les rangs des citoyens pauvres, en situation de grande précarité et d'insécurité.

L'agroécologie basée sur la restauration des sols et de la terre inverse le cycle vicieux de la pauvreté. Elle a le potentiel de décupler les revenus des paysans par 10.

2) Eradiquer la faim, atteindre la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition, et promouvoir l'agriculture durable.

Le modèle dominant de l'agriculture industrielle génère la faim et la malnutrition à deux niveaux. Tout d'abord, en rendant les agriculteurs dépendants des intrants coûteux, il crée une économie négative où les agriculteurs dépensent plus qu'ils ne gagnent. Bien qu'ils soient producteurs de nourriture, ils souffrent eux-mêmes de la faim. Cela explique pourquoi la moitié des personnes souffrant de la faim dans le monde, sont en effet, des agriculteurs.

Deuxièmement, l'agriculture industrielle se concentre sur la croissance d'aliments nutritionnellement vides, qui ne nous nourrissent pas. 90% du maïs et de soja sont à destination des agro carburants et de l'alimentation animale. Les monocultures chimiques produisent moins de nutriments par hectare que les fermes écologiques intenses, riches en biodiversité. Comme le montre le rapport de Navdanya «La santé par hectare », nous pouvons produire deux fois les besoins nutritionnels planétaires par l'intensification de la biodiversité dans nos champs. Cette intensification de la biodiversité produite est également des milliers de fois plus efficace dans la lutte contre les carences nutritionnelles, comme celles en fer et en Vitamine A, que les fausses promesses du riz doré génétiquement modifié ou des bananes OGM.

3) Assurer une vie saine et de promouvoir le bien-être pour tous à tous les âges.

La santé est un continuum, de la santé des sols à la santé des plantes, et des animaux, comprenant celle des humains. La santé est aussi un continuum tout au long de la vie. Les enfants privés d'aliments sains et nutritifs demeurent vulnérables tout au long de leur vie. La santé du sol dépend de « la loi du retour », du retour de la matière organique dans le



sol pour le nourrir. Les sols sains sont riches en nutriments. Les plantes cultivées dans des sols sains et dépourvus d'intrants chimiques ont de meilleures qualités nutritionnelles que celles qui poussent parmi les intrants chimiques. Les poisons dans notre nourriture que sont les pesticides et les herbicides, comme le glyphosate (RoundUp) contribuent à une épidémie de maladies neurologiques et de cancers. Ici aussi, l'agroécologie qui est exempte de produits chimiques contribue à la santé et au bien-être pour tous.

4) Assurer une éducation inclusive de qualité et équitable pour tous et promouvoir les opportunités tout au long de la vie.

Aujourd'hui, l'éducation est souvent un facteur d'exclusion, d'abord au lieu d'être reconnue comme un droit, ce droit est traité comme une marchandise. Ensuite, l'apprentissage étant plus lié au marché qu'à la vie elle-même, seules quelques compétences sont réellement cultivées. Cette spécialisation vers la demande créée par le marché s'est renforcée avec l'augmentation du chômage, et spécialement après la crise économique de 2008.

L'éducation doit être liée à la création d'un travail qui a du sens ainsi qu'au bien-être des personnes. La connaissance sur les thèmes écologiques, sanitaires, nutritionnels, sur les sols, l'alimentation, sont des compétences indispensables à la vie de chacun. Des centres d'apprentissage tels que l'Université de la Terre pour l'éducation à un mode de vie durable et à la citoyenneté humaine à Dehradun ou d'autres en Inde comme elle, ont pris les devants en promouvant des compétences techniques et des connaissances en agriculture durable et en développant des alternatives créatives d'emplois, en particulier à destination des jeunes et des femmes.

5) Assurer l'égalité des genres et renforcer les capacités des femmes et des filles.

On oublie souvent que la plupart des agriculteurs sont des agricultrices. Ces agricultrices produisent plus de nourriture en utilisant moins de ressources. Cependant, les femmes et les enfants sont aussi les premières

cibles de la violence, de la faim et de la malnutrition.

Replacer les femmes au centre de l'agriculture et de la nutrition et renforcer les capacités des femmes devraient être la plus importante contribution dans la lutte pour l'égalité.

A Navdanya, du 27 au 29 Mars, des femmes traversent l'Inde, pour se réunir pour une marche « Mahila Anna Swaraj » qui célèbre leur rôle en tant que gardiennes des semences et productrices alimentaires.

Ensemble, elles s'engagent à protéger les sols, leurs semences, leur souveraineté alimentaire et la souveraineté de leur savoir.

6) Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous.

Le Sol, l'Agriculture et l'Eau sont des éléments intimement connectés. 90% de l'eau est aujourd'hui utilisée pour l'irrigation intensive pour une agriculture non-durable et chimique créant partout des stress hydriques. Les agents chimiques issus des fermes et le gaspillage des élevages industriels polluent l'eau à outrance. Partout dans le monde, le nitrate qui en découle crée des « zones mortes » dans les étendues d'eau

L'agroécologie réduit la demande d'eau dans l'agriculture et améliore la capacité de rétention d'eau dans la terre en améliorant la qualité des matières organiques. 0,5% d'augmentation de cette matière organique peut augmenter de 80 000 litres par hectare la quantité d'eau retenue par les sols. Ainsi une augmentation de 5% peut ajouter 800,000 litres d'eau par hectare.

7) Assurer l'accès à une énergie fiable, durable moderne et à un prix abordable pour tous.

Nous avons besoin de faire la transition entre l'ère des énergies fossiles et celle des énergies renouvelables décentralisées.

Cela implique de sortir d'une agriculture intensive et industrielle pétro-dépendante, qui utilise 10 fois plus d'énergie pour produire des intrants que pour produire l'aliment. Alors que les agrocarburants détournent les champs et les semences de l'alimentation humaine vers l'automobile,



l'agroécologie décentralisée peut produire des biogaz à l'échelle locale, en transformant les déchets agricoles en fertilisants biologiques et en énergie. De plus, cela allègerait le fardeau des femmes pauvres.

8) Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein-emploi et l'emploi productif ainsi que le travail décent pour tous. Les objectifs de développement durable (ODD) doivent cesser de mesurer la croissance de façon réductrice, excluant de son calcul l'environnement, la santé, les coûts sociaux, et internaliser les externalités négatives créées par la « croissance ». Ils doivent se concentrer sur le bien-être et non-plus uniquement sur la croissance en fonction du PIB ou du PNB.

Il nous faut aussi redéfinir la notion de "travail" afin qu'il ne s'agisse plus d'une marchandise ou d'un intrant mais bien d'un emploi productif, décent et chargé de sens pour le travailleur.

Comme nous l'indiquons dans Terra Viva, le Manifeste Pour la Terre, des modes de vie et des emplois valorisants et créatifs dans le travail de la terre, pour les sols et la planète doivent être développés et permettre la création de cercles économiques durables.

Les calculs de productivité, fondés sur l'énergie fossile dominante (le pétrole) définis le travail comme une entrée dans le processus de production ; la diminution des coûts du travail abaisse les coûts de production, il est donc rentable de remplacer les travailleurs par des énergies fossiles ou par des esclaves. La crise de l'emploi et l'usage intensif des ressources naturelles ont les mêmes objectifs non-durables. La préservation des ressources et la création d'emploi valorisant et ayant du sens doivent ainsi être considérés et développés dans les ODD.

Au plus bas de la Grande Dépression dans les années 30, le président Roosevelt avait lancé un Corps Civil pour la Protection de l'Environnement dans le but de créer de l'emploi à travers la préservation des sols et la restauration des terres.

De la même façon, la communauté internationale doit orienter la sortie de la crise écologique et de la crise économique vers la lutte contre le chômage chez les jeunes, à travers les ODD.

9) Créer des infrastructures résilientes, durables et inclusives et promouvoir une industrialisation durable tout en favorisant l'innovation.

À l'ère des effondrements écologiques et sociaux, les infrastructures doivent prendre en compte la résilience des sols et des écosystèmes, ainsi que celle des communautés. L'innovation doit se focaliser sur l'écologie et la durabilité.

10) Réduire les inégalités entre et à l'intérieur des pays.

La *dérégularisation* financière et marchande des 2 dernières décennies a creusé le gouffre des inégalités entre les pays et à l'intérieur des nations. 1% des plus riches possèdent autant de richesses que la moitié de l'humanité. 85 individus ont la main mise sur autant de richesses que 3,5 milliards d'autres.

Réduire les inégalités suppose qu'au lieu de punir les pauvres qui travaillent dur et récompenser les riches qui ne travaillent pas, les ODD doivent contribuer à changer le paradigme économique pour le recentrer sur la production effective par de vraies personnes en fonction des besoins de vraies personnes. La nourriture étant la première nommée pour amorcer ce changement.

À l'heure actuelle, le système industriel intensif de nourriture et d'agriculture est soutenu par 400 milliards de dollars de subvention qui détruisent l'agriculture familiale, qui est pourtant bien plus productive, augmentant ainsi les problèmes de santé et le chômage.

La réduction des inégalités internationales et infranationales doit commencer par la reconnaissance et la récompense du travail des petits paysans, qui produisent de la vraie nourriture saine, et qui contribuent à la préservation des sols, de l'eau et de la biodiversité.

11) Faire des villes et des lieux de vie des endroits inclusifs, résilients, et durables.

La ville et la campagne appartiennent à un même ensemble. L'économie extractive, exploitante a permis aux villes de croître en taille et en prospérité en extrayant les ressources et les richesses des campagnes, et



en appauvrissant les zones rurales. Les déplacements de masse créent de l'exclusion, augmentent l'insécurité et la vulnérabilité. Les ODD doivent faire évoluer les relations villes-campagne, en partenariat, incluant mutualité et réciprocité. La nourriture peut être une base pour repenser des villes, sûres, résilientes et durables. Enfin, tout comme il existe des bassins d'eau, les villes devraient produire de la nourriture et avoir des « Foodsheds » (espaces de production et réserves alimentaires) autour de la ville

12) Assurer des modèles de consommation et de production pérennes.

La nourriture et l'agriculture ont une des empreintes écologiques la plus importante. 75% des ressources ont été détruites par un modèle industriel qui ne produit finalement que 30% de la nourriture. Les modèles de consommation et de production durables doivent se fonder sur l'agroécologie. Les gens auront accès à de plus grande quantité de nourriture, de meilleure qualité, mais verront aussi s'améliorer la qualité de leurs sols et la biodiversité ; les réserves en eau seront régénérées et le climat restauré.

13) Mener des actions contre le changement climatique et ses impacts (prise de note des accords conclus par le forum de la CCNUCC).

Dans mon livre « Soil Not Oil », j'ai décrit que le modèle industriel et mondialisé de production agricole est responsable de près de 40% des émissions de gaz à effet de serre, eux-mêmes responsables du changement climatique. Cela tient compte du CO₂ issu des énergies fossiles, de l'oxyde d'azote (qui est 300% plus déstabilisant que le CO₂) issu des engrais nitrogènes synthétiques, et du méthane issu de l'agriculture industrielle et du gaspillage alimentaire. 50% de la nourriture est par ailleurs gaspillée dans l'agriculture conventionnelle industrielle.

L'agroécologie, les fermes biologiques, augmentent le taux de matière organique dans le sol attirant l'excès de carbone de l'atmosphère où il n'est pas à sa place, vers le sol, où il doit être. Avec une augmentation de

2 tonnes de carbone par hectare dans un sol, et nous pouvons répondre à l'écart des émissions en réduisant de 10 gigatonnes de CO₂ de l'atmosphère.

En outre, les monocultures chimiques en plus de contribuer au réchauffement climatique sont aussi très vulnérables aux événements climatiques extrêmes. Alors que, les fermes biologiques et la biodiversité renforce la résilience des sols, des plantes, des écosystèmes et des communautés locales.

14) Conserver et utiliser durablement les océans, les mers et les ressources marines pour un développement durable.

La terre est directement connectée à la mer. En effet, les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture industrielle sur la terre entraînent des changements climatiques, le réchauffement des océans et leur acidification ainsi qu'une hausse du niveau des mers. Les nitrates qui s'écoulent des fermes industrielles créent des « zones mortes » dans les océans.

Ainsi, en prenant soin du sol, à travers l'agroécologie, on préserve les océans.

15) Protéger, restaurer et promouvoir un usage durable des écosystèmes terrestres, ainsi qu'une gestion durable des forêts, lutter contre la désertification, arrêter et inverser la dégradation des terres, et stopper la perte de biodiversité.

16) Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour un développement durable, fournir un accès à la justice pour tous et construire des institutions inclusives, efficaces et responsables à tous les niveaux.

Terra Viva, Manifeste pour la Terre de Navdanya montre que les conflits, en Syrie, au Nigeria sont une conséquence de la dégradation des terres, d'une diminution de l'eau et des impacts climatiques. Un éclairage sur les racines des violences du Punjab en 1984 est bien présenté et richement documenté dans « La violence de la révolution verte » de Vandana Shiva. Les sociétés pacifistes et inclusives se fondent sur le



concept de « paix avec la terre » et de développer un nouveau pacte avec notre sol.

17) Renforcer les moyens de mise en œuvre d'un partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

Le partenariat mondial pour le développement durable a besoin d'être intégré à notre citoyenneté humaine associé à des droits et des devoirs du citoyen.

NOTE



Navdanya International
Via De' Pucci, 4 - 50122 Firenze
Tel: +39 055 286552
Email: info@navdanyainternational.it

Questo Manifesto è disponibile sul sito
www.navdanyainternational.it

Stampa Tipografia Fabri
dicembre 2015

